

Juin 2016

PORTRAIT DES MUSULMANS D'EUROPE : UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Vincent TOURNIER

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

www.fondapol.org

**PORTRAIT
DES MUSULMANS D'EUROPE :
UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ**

Vincent TOURNIER

La Fondation pour l'innovation politique
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire
Vice Président : Grégoire Chertok
Directeur général : Dominique Reynié
Présidente du Conseil scientifique et d'évaluation : Laurence Parisot

La Fondation pour l'innovation politique publie la présente note
dans le cadre de ses travaux sur *les valeurs*.

FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Un think tank libéral, progressiste et européen

La Fondation pour l'innovation politique offre un espace indépendant d'expertise, de réflexion et d'échange tourné vers la production et la diffusion d'idées et de propositions. Elle contribue au pluralisme de la pensée et au renouvellement du débat public dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Dans ses travaux, la Fondation privilégie quatre enjeux : la croissance économique, l'écologie, les valeurs et le numérique.

Le site www.fondapol.org met à disposition du public la totalité de ses travaux. Sa plateforme « Data.fondapol » rend accessibles et utilisables par tous les données collectées lors de ses différentes enquêtes et en plusieurs langues, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales.

Par ailleurs, notre média « Trop Libre » offre un regard quotidien critique sur l'actualité et la vie des idées. « Trop Libre » propose également une importante veille dédiée aux effets de la révolution numérique sur les pratiques politiques, économiques et sociales dans sa rubrique « Renaissance numérique ».

La Fondation pour l'innovation politique est reconnue d'utilité publique. Elle est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées. Le soutien des entreprises et des particuliers est essentiel au développement de ses activités.

RÉSUMÉ

Cette note* propose d'analyser les caractéristiques et les valeurs des musulmans en Europe à partir des données cumulées de l'enquête European Social Survey (ESS). Les musulmans constituent-ils une population homogène sur le plan des valeurs sociales et politiques ? Observe-t-on des différences entre musulmans et non-musulmans ? Les données montrent que la population musulmane présente des spécificités par rapport au reste de la population tout en étant relativement diversifiée selon les pays. Sur le plan de la religion, le niveau de croyance et de pratique apparaît assez élevé, ce qui peut s'expliquer par une combinaison de facteurs relatifs à l'offre et à la demande. Les données valident aussi la thèse de Pippa Norris et Ronald Inglehart sur le lien entre la « sécurité existentielle » et la sécularisation.

Du point de vue politique, les musulmans sont moins politisés et moins participatifs que les autres groupes. Ils se situent rarement à droite, notamment en France où la gauche est très présente. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, la confiance des musulmans dans les institutions est élevée, y compris lorsqu'il s'agit de la police. Dans le domaine des mœurs, les musulmans soutiennent des opinions plus traditionalistes que le reste de la population. Plus généralement, il semble que les attitudes des musulmans ont tendance à suivre les caractéristiques de la population du pays de résidence. Ce résultat incite à penser que la religion musulmane n'est pas hermétique aux changements. Il reste toutefois difficile d'anticiper les futures évolutions, faute de maîtriser la dynamique de la religiosité.

* Cette étude est tirée d'une communication présentée au VIe congrès des Associations francophones de science politique [Lausanne, 5-7 février 2015]. Je remercie les organisateurs, Bernard Fournier et Damien Boone, de m'avoir donné l'occasion de discuter une première ébauche de ce travail. Je remercie également Eric Geoffroy pour ses conseils de correction, tout en restant évidemment seul responsable des propos tenus.

PORTRAIT DES MUSULMANS D'EUROPE : UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Vincent TOURNIER

Maître de conférences de science politique à l'Institut d'études politiques de Grenoble-PACTE/CNRS
vincent.tournier@iepg.fr

En dehors des pays de la zone balkanique, qui ont conservé d'importantes communautés musulmanes après les conquêtes ottomanes de la période médiévale, l'implantation de l'islam en Europe est relativement récente. Cette situation inédite provoque des débats et des tensions¹, indépendamment des problèmes liés à la radicalisation et au terrorisme. Une « question musulmane » figure désormais à l'agenda européen².

Pour certains, ces tensions sont secondaires et provisoires ; elles s'expliquent essentiellement par les préjugés des populations autochtones et devraient disparaître à brève échéance³. Pour d'autres, la confrontation culturelle avec l'islam révèle des problèmes beaucoup plus profonds et risque de générer des difficultés inédites⁴.

1. Valérie Amiraux, « Les musulmans dans l'espace politique européen. La délicate expérience du pluralisme confessionnel », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n° 82, avril-juin 2004, p. 119-130.

2. Bernard Godard, *La Question musulmane en France*, Fayard, 2015.

3. Stéphane Lathion, *Islam et musulmans en Europe. La transformation d'une présence*, La Médina Édition, 2003. Des parlementaires du Conseil de l'Europe affirment que la cause principale de la radicalisation et du djihadisme réside dans le manque de tolérance et d'ouverture de la part des Européens. Ils écrivent notamment : « Ce phénomène [de radicalisation des jeunes] est de plus en plus intimement lié à l'islamophobie » [communiqué du 23 juin 2015, assembly.coe.int/nw/xml/News/News-View-FR.asp?newsid=5684&lang=1&cat=135].

4. Christopher Caldwell, *Une révolution sous nos yeux. Comment l'islam va transformer la France et l'Europe*, Paris, Éditions du Toucan, 2011. Dans son livre *Situation de la France* [Desclée de Brouwer, 2015], Pierre Manent dresse un panorama pessimiste sur l'état de la France et n'exclut pas une « islamisation par défaut » de l'Europe (p. 124).

Face à ces incertitudes, le rôle des sciences sociales est d'apporter des informations aussi factuelles que possibles. Le problème est que les données sont rares et limitées. Paradoxalement, l'islam reste un « angle mort des sciences sociales », comme l'a déploré le sociologue Olivier Galland au lendemain des attentats de janvier 2015 en France⁵. Le manque de données se fait particulièrement sentir pour la comparaison internationale⁶. Un tel manque est d'autant plus regrettable que la comparaison entre plusieurs pays permet de compenser l'absence de données longitudinales. En confrontant différents pays, il devient possible de répondre à des questions comme : les musulmans constituent-ils une population diversifiée ou homogène ? Ont-ils des valeurs différentes du reste de la population ? Sont-ils proches des valeurs du pays de résidence⁷, auquel cas on pourrait en déduire qu'il existe un processus d'intégration plus efficace que ne le laisse entendre l'actualité ? Telles sont les questions que nous voudrions aborder dans cette note en exploitant pour cela l'enquête European Social Survey (ESS). Mais, avant de présenter ces données, commençons par dire un mot sur les hypothèses qui guideront notre réflexion.

HYPOTHÈSES

Deux hypothèses concurrentes sont souvent mobilisées à propos de l'islam, aussi recevables l'une que l'autre. La première s'inspire de l'analyse critique qui parcourt la réflexion savante depuis Ernest Renan ou Max Weber. Elle considère que l'islam est une religion très structurante, dont les caractéristiques intrinsèques ont pour effet de produire un ensemble déterminé de valeurs et de comportements. Selon cette hypothèse, qui insiste par conséquent sur le rôle majeur de la religion, les musulmans doivent présenter des traits communs, quel que soit le pays dans lequel ils se trouvent.

Une hypothèse concurrente est que la religion est une variable souple. Cette hypothèse, qui relativise donc le poids de la religion, considère que cette dernière, loin de jouer un rôle structurant, est malléable et fluctuante, susceptible de s'adapter en fonction du contexte. Le même corpus doctrinal peut faire l'objet d'appropriations et d'interprétations différentes selon les époques et les lieux. Cette hypothèse peut s'appuyer sur le précédent du

5. Olivier Galland, « Les jeunes musulmans et la République : l'angle mort des sciences sociales », 11 février 2015, telos.eu.com (consultable sur www.telos-eu.com).

6. Une exception est l'enquête européenne sur les valeurs. Voir, par exemple, Pierre Bréchon, « Religion et valeurs en Europe », *Futuribles*, n° 393, mars-avril 2013, p. 75-87, ainsi que Pierre Bréchon et Frédéric Gonthier, *Les Valeurs des Européens*, Armand Colin, 2014.

7. Par « pays de résidence », nous entendons le pays où ont été interrogés les musulmans au moment de l'enquête, que ces derniers possèdent ou non la nationalité du pays.

christianisme, puisque celui-ci a débouché sur des réalités très différentes : catholicisme, protestantisme, orthodoxie, sans parler des nombreuses variantes nationales ou régionales. Cette seconde hypothèse a généralement la faveur des observateurs parce qu'elle est plus en affinité avec la thèse de la sécularisation du monde, thèse selon laquelle la religion a cessé de jouer un rôle décisif dans la construction des identités individuelles. Cette hypothèse a aussi l'avantage, reconnaissons-le, d'éviter d'entrer dans un débat sensible sur la nature de l'islam, cette religion étant souvent perçue comme la « religion des pauvres⁸».

Ces deux approches ont chacune leurs limites. La première pêche par excès d'essentialisme, la seconde par excès de sociologisme. Qu'une religion puisse donner lieu à des réalités différentes est assez évident : comme pour le christianisme, l'islam a connu des schismes et a pu évoluer différemment selon les pays. Faut-il pour autant en déduire que « l'islam n'existe pas⁹ » ? Ce serait aller un peu vite en besogne. La diversité d'une religion ne signifie pas que celle-ci n'a aucun impact sur les valeurs, ni même que cette religion recouvre une gamme illimitée de valeurs. « Le fait qu'une pensée accepte une pluralité d'interprétations ne veut pas dire qu'elle est compatible avec n'importe quelle interprétation », écrit Philippe d'Iribarne¹⁰. Par ailleurs, l'argument socio-historique de la pluralité peut être renversé : si l'histoire crée de la diversité, elle peut aussi créer de l'unité, surtout dans le contexte actuel où l'on assiste manifestement à un « retour de l'islam » dans le monde¹¹.

C'est pourquoi une approche intermédiaire paraît préférable. Nous partons donc de l'idée que les musulmans en Europe ne constituent pas un bloc homogène, non seulement parce qu'ils ont des origines diverses liées à l'histoire des migrations (les Turcs en Allemagne, les Maghrébins en France, les Asiatiques en Angleterre...), mais aussi parce que, comme les autres minorités, les musulmans sont influencés par le contexte culturel du pays de résidence. En même temps, on ne saurait tenir pour négligeable l'impact de la religion, surtout dans la période contemporaine marquée par un regain de religiosité au sein des populations musulmanes comme le montrent les enquêtes réalisées en France¹² et que confirment les données ESS, comme nous le verrons plus loin.

8. Pierre-André Taguieff, « L'immigrationnisme, dernière utopie des bien-pensants », *lefigaro.fr*, 9 mai 2006 [www.lefigaro.fr/debats/2006/05/09/01005-20060509ARTFIG90200-immigrationnisme_derniere_utopie_des_bien_pensants.php].

9. Henry Laurens, *Orients. Conversations avec Rita Bassil El Ramy*, CNRS Éditions, 2009, p. 155.

10. Philippe d'Iribarne, *L'Islam devant la démocratie*, Gallimard, coll. « Le Débat », 2013, p. 35.

11. Bernard Lewis, *Le Retour de l'islam*, Gallimard, coll. « Folio histoire », 1985 ; Hamit Bozarslan, *Une histoire de la violence au Moyen-Orient. De la fin de l'Empire ottoman à Al-Qaïda*, La Découverte, 2008.

12. Hugues Lagrange, « Le renouveau religieux des immigrés et de leurs descendants en France », *Revue française de sociologie*, 2014, vol. 55, n° 2, p. 201-244 ; Vincent Tournier, « Les musulmans en France : religiosité, politisation et capital social. Enseignements de l'enquête "Trajectoires et origines" », *Politique et Sociétés*, vol. 32, n° 2, 2013, p. 89-120.

LES DONNÉES

Les enquêtes ESS constituent une source précieuse d'informations sur les opinions publiques en Europe¹³. Elles sont réalisées tous les deux ans depuis 2002. Sept vagues ont eu lieu à ce jour, mais les données de 2014 ne sont pas encore complètement disponibles. On se contentera donc des six premières vagues, réalisées entre 2002 et 2012.

Dans ces enquêtes, une question porte sur la religion. Plus précisément, les personnes interrogées doivent indiquer si elles se considèrent comme appartenant à une religion et, si oui, laquelle¹⁴. Il s'agit donc d'une évaluation déclarative.

Le nombre de musulmans que l'on dénombre dans chacune des vagues de l'ESS est trop faible (quelques dizaines de personnes) pour donner lieu à une exploitation statistique. Une solution permet de contourner cet obstacle : il suffit de cumuler les données des différentes vagues de 2002 à 2012. On obtient alors des échantillons dans lesquels les musulmans atteignent quelques centaines de personnes, ce qui est suffisant pour mettre au jour les grandes tendances.

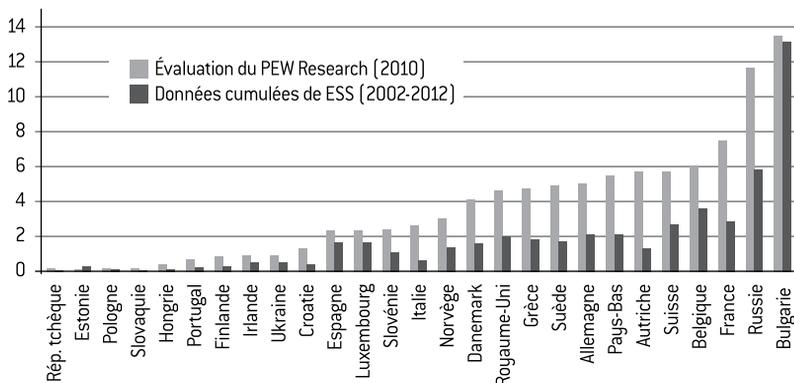
Cette méthode n'est évidemment pas sans inconvénients. En exploitant des données qui couvrent une dizaine d'années, on gomme les éventuels effets de la conjoncture. Cet inconvénient reste toutefois mineur dans la mesure où les informations collectées concernent des sujets peu sensibles aux fluctuations conjoncturelles. Un autre inconvénient est que cette opération ne résout pas complètement le problème de la sous-représentation. Comme le montre le graphique 1, la proportion de musulmans reste nettement inférieure aux évaluations qui ont été proposées par le Pew Research Center¹⁵.

13. Les données sont disponibles en libre accès sur le site www.europeansocialsurvey.org.

14. La liste comprend huit possibilités, formulées ainsi dans le questionnaire anglais : « Roman Catholic, Protestant, Eastern Orthodox, Other Christian denomination, Jewish, Islamic, Eastern Religions, Other Non-Christian religions ».

15. Le Pew Research Center est une fondation privée américaine qui réalise de nombreux sondages internationaux. En 2011, la fondation a dressé un bilan de l'islam dans le monde en combinant plusieurs sources (www.pewforum.org/2011/01/27/table-muslim-population-by-country/).

Graphique 1 : Les musulmans en Europe (en %)



Cette sous-évaluation du nombre de musulmans par rapport aux statistiques du Pew Research Center n'est pas surprenante. On sait que les sondages ont tendance à sous-représenter les musulmans de manière chronique, ce qui peut s'expliquer par plusieurs raisons (difficultés d'accès, moindre intégration sociale, sous-déclaration...), comme cela a pu être constaté en France¹⁶. Il faut aussi tenir compte du fait que les populations musulmanes sont arrivées récemment sur le territoire européen, ce qui crée un décalage entre une évaluation à une date donnée (2010 pour le Pew Research Center) et des données cumulées sur dix ans (2002-2012). Observons d'ailleurs que la seule évaluation correcte concerne la Bulgarie, où la présence musulmane est justement plus ancienne.

Cette sous-évaluation affecte-t-elle la qualité de l'échantillon ? Il est en effet probable que les données surreprésentent les musulmans les plus intégrés, les plus diplômés, les plus politisés. Rien ne dit toutefois qu'un échantillon plus large permettrait d'atténuer cette distorsion, même si des effectifs plus importants seraient plus satisfaisants pour l'exploitation statistique.

16. Claude Dargent, « La population musulmane de France : de l'ombre à la lumière ? », *Revue française de sociologie*, vol. 51, n° 2, 2010, p. 219-246.

Tableau 1 : Pays européens où l'échantillon cumulé comprend au moins 100 musulmans

	Effectif total Cumulé 2002-2012	Dont musulmans	
		Effectifs	%
Allemagne	17 315	365	2,1
Belgique	10 755	378	3,5
Bulgarie	7 219	945	13,1
Danemark	9 262	151	1,6
Espagne	11 531	182	1,6
France	9 344	264	2,8
Grèce	9 737	180	1,8
Norvège	10 242	138	1,3
Pays-Bas	11 556	237	2,0
Royaume-Uni	11 229	221	1,9
Suède	11 019	188	1,7
Suisse	10 720	282	2,6

Source : ESS, données cumulées 2002-2012. Chiffres non pondérés.

Les analyses qui vont suivre se limiteront aux pays pour lesquels il est possible d'avoir au moins une centaine de musulmans, soit douze pays (*tableau 1*). Ces pays présentent de grandes différences du point de vue de leur situation religieuse (*tableau 2*). On peut les classer en quatre grands groupes : les pays de tradition catholique (Belgique, France, Espagne), les pays de tradition protestante (Norvège, Danemark, Royaume-Uni, Suède), les pays de tradition orthodoxe (Bulgarie, Grèce) et les pays pluriconfessionnels (Allemagne, Suisse, Pays-Bas). Dans la plupart de ces pays, la sécularisation est très avancée, comme le montre la proportion de personnes qui se disent sans religion, laquelle est généralement très forte, sauf dans les pays orthodoxes.

Si les données ne permettent pas d'effectuer des analyses sophistiquées, elles sont néanmoins suffisantes pour dresser un panorama général. Le questionnaire ESS aborde en effet de nombreux thèmes : la politisation, la participation politique, la confiance (dans les autres ou dans les institutions) ou encore l'orientation politique (l'axe gauche-droite). L'enquête fournit également des informations sur le rapport à la religion, la perception des discriminations ou encore sur le libéralisme culturel (le respect des traditions, les jugements sur l'homosexualité, la place des femmes). On regrettera malgré tout que le questionnaire n'aborde pas certains thèmes, et non des moindres, notamment le sentiment national, l'attachement aux valeurs démocratiques, la liberté d'expression, les relations entre l'État et les cultes ou encore le rapport à

la violence. Il propose bien quelques questions sur le terrorisme, mais celles-ci sont trop générales pour être exploitées ici (elles ne portent que sur le risque d'attentats). Il est en outre étonnant que, pour des enquêtes réalisées dans la période post-11-Septembre, aucune question n'ait été posée sur les grands enjeux géopolitiques, notamment les conflits du Proche-Orient.

Tableau 2 : Composition religieuse des pays étudiés, données cumulées 2002-2012 (% en ligne)

	Catholiques	Protestants	Orthodoxes	Musulmans	Autres	Sans religion
Pays catholiques						
Belgique	38	1	–	4	2	56
Espagne	67	1	1	2	1	29
France	34	1	–	3	1	60
Pays protestants						
Norvège	2	47	–	1	3	47
Danemark	1	55	–	2	2	40
Royaume-Uni	8	26	–	2	3	61
Suède	1	26	1	2	2	69
Pays pluriconfessionnels						
Allemagne	23	28	1	2	2	45
Suisse	31	30	1	3	2	33
Pays-Bas	20	16	–	2	4	58
Pays orthodoxes						
Grèce	1	–	89	2	–	7
Bulgarie	–	–	62	13	1	23

Source : ESS, données cumulées 2002-2012. Le total peut être différent de 100 en raison des arrondis.

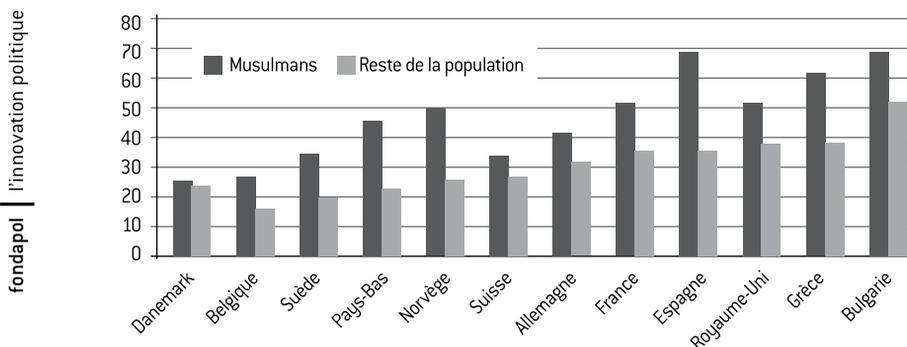
Nous présenterons les résultats en quatre points. Après avoir donné quelques indications sur les caractéristiques sociodémographiques des musulmans européens, nous examinerons plus en détail leur rapport à la religion en essayant de tester plusieurs hypothèses relatives à l'« offre » et à la « demande », pour aborder enfin les valeurs sociales et politiques.

SITUATION SOCIALE ET ORIGINES NATIONALES

Les caractéristiques sociodémographiques

Les caractéristiques sociodémographiques des musulmans ne sont pas les mêmes selon les pays mais elles présentent des traits communs. Il s'agit d'abord d'une population souvent plus masculine et plus jeune que le reste de la population, ce qui s'explique par une origine migratoire récente et une fécondité plus élevée (*annexe 1*). Il est difficile de savoir quelles sont les implications de cette surreprésentation des hommes et des jeunes, mais on peut présumer qu'elle n'est pas sans incidence, notamment sur la place du groupe des pairs dans les processus d'apprentissage et de socialisation.

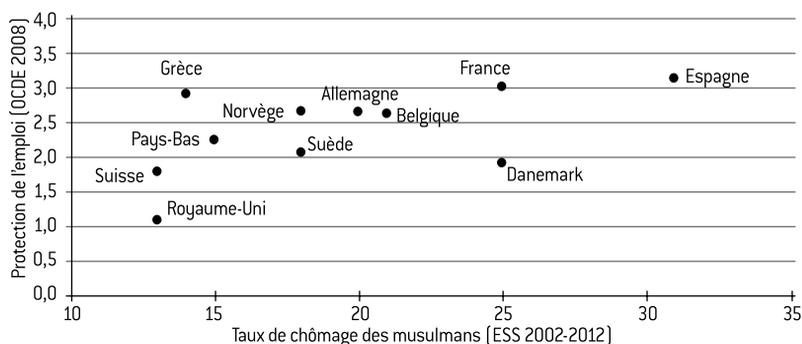
Graphique 2 : Proportion de personnes d'origine modeste (trois premiers déciles de revenus), en %



Les musulmans sont souvent d'origine modeste (*graphique 2*). On le vérifie avec le niveau de revenus, même si cette information est fragile puisque la question n'a été posée que depuis 2008, ce qui réduit de moitié la taille de l'échantillon. Les inégalités de revenus ne sont cependant pas systématiques. Dans certains pays, les musulmans ne présentent pas un niveau de revenus très différent du reste de la population : c'est le cas au Danemark, en Belgique ou en Suisse. À l'inverse, les écarts sont très forts aux Pays-Bas, en Norvège ou en Espagne.

Les musulmans sont également moins diplômés que la population résidente, avec toutefois de fortes variations selon les pays. La proportion de musulmans qui accèdent à l'enseignement supérieur passe ainsi de 1 % en Grèce à 32 % au Royaume-Uni. En France, ce sont près d'un quart des musulmans qui accèdent à l'enseignement supérieur, ce qui est plus qu'en Allemagne (6 %) ou en Suède (16 %).

Graphique 3 : Taux de chômage des musulmans en fonction du degré de flexibilité du marché du travail



L'accès au marché de l'emploi est difficile pour les musulmans¹⁷. Leur taux de chômage varie de 13 % (Royaume-Uni, Suisse) à plus de 30 % (Espagne, Bulgarie). Partout, le chômage des musulmans est très supérieur à celui du reste de la population.

Nous avons essayé de vérifier s'il existait un lien entre le chômage et la flexibilité du marché de l'emploi (*graphique 3*). Pour cela, nous avons recoupé le taux de chômage avec l'indice de l'OCDE sur la protection de l'emploi¹⁸. Tendanciellement, plus le marché de l'emploi est flexible, plus le taux de chômage est faible. Dans le cas de la France, le niveau de protection dont bénéficient les salariés ne paraît guère favorable à l'emploi d'une main-d'œuvre souvent peu qualifiée. On notera toutefois que, pour un même niveau de réglementation, le taux de chômage varie fortement (par exemple, entre la Suisse, la Suède et le Danemark, ou encore entre la Grèce, la France et l'Espagne). Il n'est donc pas sûr que la dérégulation du marché de l'emploi soit suffisante pour résoudre le problème de l'insertion professionnelle.

Origines nationales, citoyenneté et discriminations

Les musulmans européens sont, dans une écrasante majorité, issus de l'immigration, puisque plus de 9 sur 10 ont un parent qui est né à l'étranger (*annexe 2*). Seules la Bulgarie et la Grèce font exception.

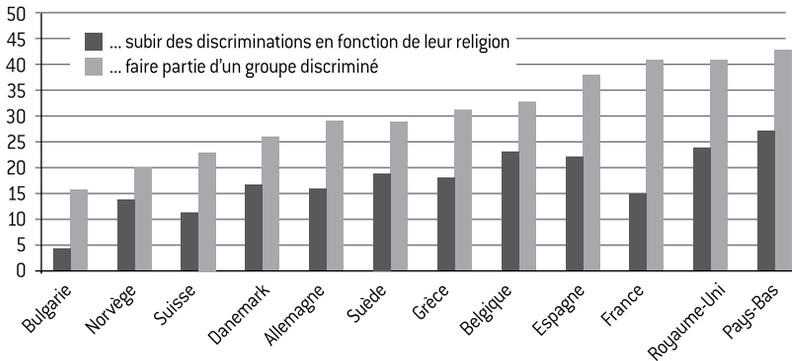
Il s'ensuit que, en moyenne, une forte proportion de musulmans n'a pas

17. Le taux de chômage qui est indiqué par les données cumulées ESS 2002-2012 diffère légèrement du taux de chômage indiqué par Eurostat en janvier 2008, sauf pour la Bulgarie où l'écart est très important. Toutefois, la hiérarchie des pays ne change pas entre les deux séries. Sans la Bulgarie, la corrélation entre les deux sources atteint 0,92 (0,62 avec la Bulgarie).

18. Il s'agit de l'indice « Protection des travailleurs permanents contre les licenciements individuels et collectifs » (données 2008). Cet indice varie de 0 (régime le moins restrictif) à 6 (régime le plus restrictif). Les données sont manquantes pour la Bulgarie.

la nationalité du pays de résidence¹⁹. L'accès à la nationalité est cependant variable selon les pays, puisque les législations ne sont pas homogènes. Là où prévaut le droit du sol, comme en Suède ou au Royaume-Uni, l'accès à la nationalité est important (dans ces deux pays, seuls 16 % des musulmans n'ont pas la nationalité du pays). En revanche, l'accès à la nationalité est plus faible dans les pays qui ont un droit du sang, comme l'Allemagne et la Suisse, où les deux tiers des musulmans (63 et 68 %) n'ont pas la nationalité du pays. En France, où le droit du sang est tempéré par le droit du sol, 29 % des musulmans n'ont pas la nationalité française, ce qui est loin d'être négligeable. Dans tous les cas, ces chiffres rappellent que les musulmans européens entretiennent des liens étroits avec les pays d'origine, ce qui rend complexe la question de l'intégration. Ils se trouvent dans une logique de diaspora qui les rend en partie tributaires des préoccupations qui travaillent le monde musulman contemporain.

Graphique 4 : Proportion de musulmans qui déclarent... (en %)



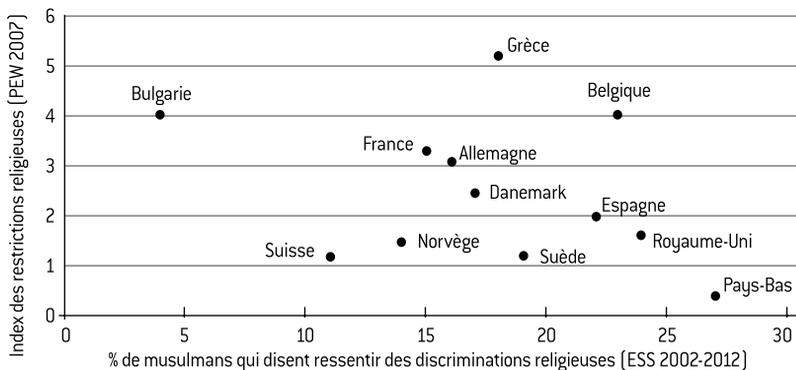
Le sentiment d'appartenir à une minorité ethnique est assez prononcé chez les musulmans européens. Ce sentiment est particulièrement élevé en Bulgarie (87 %) et aux Pays-Bas (89 %) ; il est nettement plus faible en Belgique (40 %), en France (30 %) ou en Suède (25 %).

Parallèlement, une proportion conséquente de musulmans (sauf en Bulgarie) éprouve le sentiment de subir des discriminations à cause de leur religion. En France, 15 % des musulmans sont dans ce cas (et même 25 % chez les 15-24 ans). Cette situation n'est pas spécifique aux musulmans : les autres minorités religieuses éprouvent souvent, quoique à un moindre degré, un sentiment de discrimination. En France, les discriminations sont ressenties de la même façon par les musulmans et les autres minorités religieuses.

19. L'enquête ne donne pas d'informations sur la double nationalité, ce qui est dommage car cela aurait apporté une indication supplémentaire sur les processus d'intégration.

On observe également un important décalage entre les discriminations *pour soi* et les discriminations *pour son groupe* (graphique 4). Une partie importante des musulmans considèrent en effet appartenir à un groupe discriminé, sans avoir pour autant le sentiment de faire eux-mêmes l'objet de discrimination. Cet écart est particulièrement notable en France, où 41 % des musulmans considèrent qu'ils appartiennent à un groupe discriminé, alors que seulement 15 % se sentent discriminés. Ce décalage montre bien que les discriminations ne se réduisent pas à l'expérience vécue ; elles font également intervenir des perceptions, qui sont elles-mêmes variables selon les contextes nationaux. Contrairement à ce que l'on pourrait présumer, il n'y a pas de lien entre les discriminations ressenties et la politique menées par les États à l'égard des religions. Pour le vérifier, nous avons utilisé l'index des restrictions religieuses (*Religious Restrictions Index*) élaboré par le Pew Research Center²⁰. Comme on le voit, la liaison n'est pas évidente (graphique 5). Si on se concentre sur les cinq pays qui ont le plus faible score sur cet index, donc qui ont les politiques les moins restrictives (Suisse, Norvège, Suède, Royaume-Uni et Pays-Bas), on constate que la fréquence des discriminations ressenties varie fortement. Une politique de tolérance à l'égard des religions n'empêche donc pas le développement d'un sentiment de discrimination ; inversement, une politique restrictive ne s'accompagne pas toujours d'un sentiment de discrimination. Le cas de la France le montre bien : alors que celle-ci se situe au quatrième rang de l'index des restrictions religieuses, les discriminations ressenties y sont moins fréquentes qu'au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et en Suède, où les restrictions religieuses sont pourtant moins fortes.

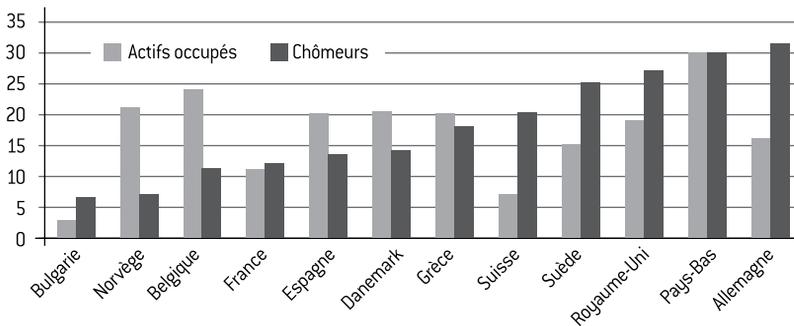
Graphique 5 : Proportion de musulmans qui se disent discriminés en fonction des restrictions religieuses dans le pays



20. L'index évalue « les lois, les politiques et les actions qui restreignent les croyances et les pratiques religieuses ». Il est élaboré à partir de vingt critères et varie de 0 à 10 en fonction du degré de restrictions (données disponibles sur www.pewforum.org/files/2015/02/Restrictions2015_byRegion.pdf).

Une politique multiculturelle ne fait donc pas nécessairement disparaître le sentiment d'être discriminé. Ce résultat surprenant peut s'expliquer par le fait que le sentiment d'être discriminé ne résulte pas seulement des politiques publiques : on peut présumer qu'il dépend aussi du vécu quotidien des individus. Cela dit, nous n'avons pas trouvé de corrélation entre les discriminations ressenties et l'hostilité de la part de l'opinion publique, telle que celle-ci est mesurée par le Pew Research Center avec un indice d'hostilité sociale (*Social Hostility Index*). Peut-être convient-il alors d'envisager une autre explication en se demandant si les politiques multiculturelles n'ont pas tendance à favoriser elles-mêmes un sentiment de discrimination en encourageant les identités ethno-religieuses. Cette explication est cohérente avec les données puisque l'on constate que le sentiment d'appartenir à une minorité s'accompagne souvent du sentiment de faire l'objet de discriminations. Aux Pays-Bas, par exemple, où le sentiment d'être discriminé est élevé, 29 % des musulmans qui estiment appartenir à une minorité ont le sentiment de subir des discriminations, contre seulement 12 % pour ceux qui ne se sentent pas appartenir à une minorité. Il se peut, en somme, qu'une politique favorable aux minorités ait tendance à rendre les individus plus réceptifs à la question des discriminations, favorisant chez les individus une certaine manière de voir la vie en société.

Graphique 6 : Proportion de musulmans qui disent subir des discriminations religieuses en fonction de leur situation face au chômage (en %)



Un autre résultat inattendu est le faible lien entre l'expérience du chômage et les discriminations ressenties. On pouvait en effet s'attendre à ce que, parmi les musulmans, les chômeurs soient les plus prompts à déclarer des discriminations, mais ce n'est pas le cas. Certes, dans plusieurs pays (Suisse, Suède, Royaume-Uni, Allemagne), les chômeurs se déclarent plus souvent victimes de discrimination que les actifs occupés, mais la situation s'inverse en Norvège, en Belgique, en Espagne ou au Danemark, où ce sont au contraire les

actifs occupés qui ont le plus tendance à se sentir discriminés. En France, il n’y a pas de différence entre les chômeurs et les non-chômeurs. Bref, l’expérience du chômage n’a pas forcément un impact automatique sur le sentiment d’être discriminé.

LE RAPPORT À LA RELIGION

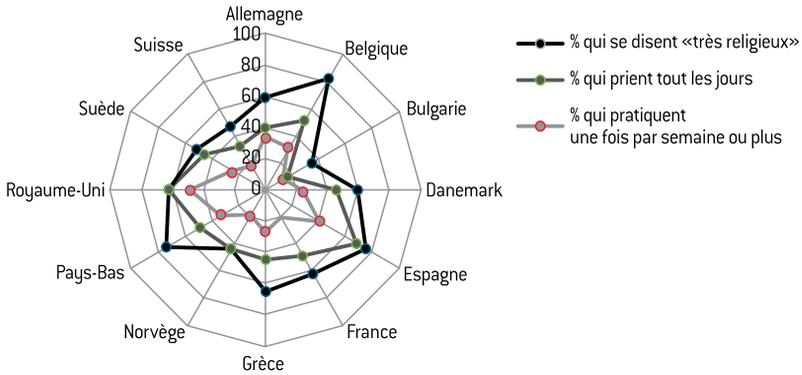
À quoi correspond le fait de se dire musulman ? Se déclarer musulman implique-t-il d’avoir une identité religieuse très marquée, un engagement très fort dans sa religion ? Les musulmans ne prennent-ils pas au contraire leur distance avec la religion, conformément à ce que présument les théories de la sécularisation ? L’enquête ESS fournit plusieurs indicateurs qui permettent de mieux cerner le contenu des identités religieuses (*annexe 3*). Nous insisterons sur deux d’entre eux : le fait de se considérer comme quelqu’un de religieux²¹ et la fréquence de la pratique religieuse²².

Une religion très présente

Dans tous les pays européens, les niveaux de croyance et de pratique des musulmans sont élevés. Il existe toutefois des nuances selon les pays (*graphique 7*). La religiosité est plus faible en Norvège ou en Suisse, où 44-45 % des musulmans se considèrent comme « très religieux » (note 7-10 sur l’échelle) ; elle est au contraire à son maximum en Belgique (82 %). De même, la pratique hebdomadaire est relativement faible dans des pays comme la Norvège, la Suisse et la France, où elle concerne moins de 20 % des musulmans, alors qu’elle est maximale en Espagne (42 %) et au Royaume-Uni (48 %).

21. La question était ainsi formulée dans le questionnaire anglais : « Regardless of whether you belong to a particular religion, how religious would you say you are ? » Suivait une échelle de 0 à 10, 0 signifiant « not at all religious » et 10 « very religious ». Nous avons regroupé les réponses 7 à 10 pour décrire une forte religiosité.

22. La question était ainsi formulée dans le questionnaire anglais : « Apart from special occasions such as weddings and funerals, about how often do you attend religious services nowadays ? » Les réponses possibles étaient : « every day », « more than once a week », « once a week », « at least once a month », « only on special holy days » et « less often ». Nous regroupons les trois premières réponses pour désigner une forte pratique.

Graphique 7 : Religiosité et pratique des musulmans en Europe


En général, le niveau de religiosité (le fait de se dire religieux) est bien plus élevé chez les musulmans que dans les populations majoritaires. Par exemple, en Espagne, la religiosité des musulmans est deux fois plus élevée que celle des catholiques (74 % contre 35 %). En France également, l'écart entre les musulmans et les catholiques varie pratiquement du simple au double (61 % contre 34 %). De tels écarts ne sont pas systématiques. Aux Pays-Bas ou au Royaume-Uni, la religiosité des musulmans se situe au même niveau que celle des protestants. Concernant la pratique, on vérifie aussi que la prière quotidienne et l'assistance à un service religieux sont très répandues chez les musulmans.

Il convient cependant d'observer que les minorités religieuses (les « autres religions ») ont des niveaux de croyance et de pratique assez élevés, parfois supérieurs à ceux que l'on constate chez les musulmans. Il serait donc faux de penser que le retour ou le maintien du religieux ne concerne que les musulmans. La sécularisation frappe surtout les grandes religions traditionnelles de l'Europe, elle concerne moins les minorités en général.

La religion en fonction de l'âge et du sexe

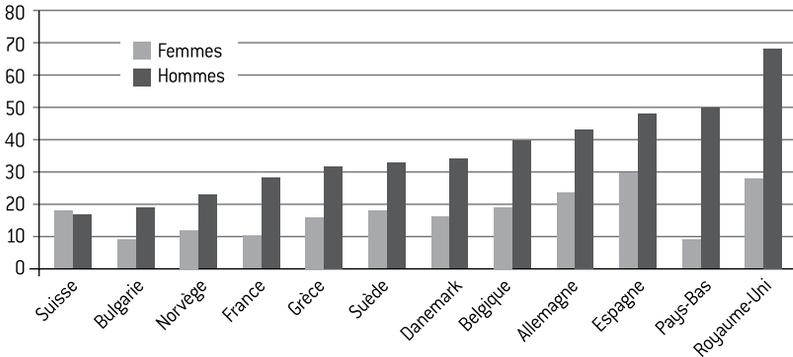
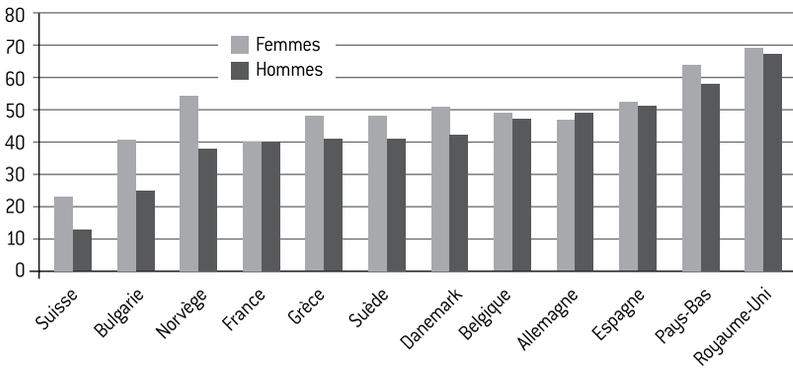
Ni la religiosité, ni la pratique des musulmans ne sont corrélées à l'âge, sauf en Bulgarie où la croyance baisse fortement chez les plus jeunes (*tableau 3*). Cette absence de corrélation avec l'âge semble indiquer qu'il n'y a pas d'évolution intergénérationnelle ; autrement dit, la religiosité comme la pratique sont globalement stables. On ne peut donc parler ni d'un retour, ni d'un déclin du religieux, mais on rappellera que les données sont difficilement exploitables sous l'angle de la diachronie.

Tableau 3 : Effets du sexe et de l'âge sur le rapport à la religion des musulmans

	Corrélations entre le sexe et...		Corrélations entre l'âge et...	
	le degré de religiosité	la fréquence de la pratique	le degré de religiosité	la fréquence de la pratique
Allemagne	ns	●●●	ns	●●
Belgique	ns	●●●	ns	ns
Bulgarie	○○○	●●●	●●●	●
Danemark	ns	●●	ns	ns
Espagne	ns	●	ns	ns
France	○	●●●	ns	ns
Grèce	ns	ns	ns	ns
Norvège	ns	●●	ns	ns
Pays-Bas	ns	●●●	ns	ns
Royaume-Uni	ns	●●●	ns	ns
Suède	ns	●	ns	ns
Suisse	○○	ns	○	ns

Entrées : coefficients de corrélation. Lecture : le nombre de ronds indique la significativité de la corrélation : 1 rond au seuil de 0,05 ; 2 ronds au seuil de 0,01 ; 3 ronds au seuil de 0,001 ; ns : non significatif. La couleur blanche des ronds indique une corrélation négative, la couleur noire une corrélation positive (pour le sexe, la couleur blanche signifie que les femmes sont surreprésentées, la couleur noire que les hommes sont surreprésentés).

Il existe chez les musulmans une différence entre les hommes et les femmes qui ne se retrouve pas dans les autres religions (*tableau 3*). On observe en effet que les hommes assistent bien plus souvent à un service religieux que les femmes, avec des écarts qui vont du simple au double, parfois davantage. C'est le cas en France, où 10 % des femmes assistent à un office contre 28 % pour les hommes, mais aussi au Royaume-Uni (28 contre 68 %) ou aux Pays-Bas (9 contre 50 %) (*graphique 8*). Cette différence entre les hommes et les femmes n'a pas d'équivalent dans les autres religions, sauf éventuellement chez les orthodoxes grecs. Dans toutes les religions, les hommes et les femmes ont des pratiques comparables ; souvent, ce sont même les femmes qui pratiquent davantage que les hommes.

Graphique 8 : Proportion de musulmans qui assistent à un service religieux une fois par semaine

Graphique 9 : Proportion de musulmans qui prient tous les jours


Cette différence entre les sexes est d'autant plus remarquable que, chez les musulmans, les hommes et les femmes ont un niveau comparable de religiosité. De surcroît, ils sont aussi très proches dans la pratique de la prière quotidienne. Les femmes ont même tendance à prier davantage que les hommes (*graphique 9*). Les données européennes confirment ici ce que l'on a pu observer en France puisqu'un sondage Ifop de 2011 montrait que la prière quotidienne était aussi fréquente chez les femmes que chez les hommes (37 % disaient prier tous les jours, contre 40 % pour les hommes) alors que seulement 16 % des femmes allaient à la mosquée le vendredi, contre 35 % des hommes²³.

Cette particularité des musulmans n'est pas vraiment une surprise : selon la tradition coranique, seule la prière quotidienne individuelle est obligatoire, tandis que la prière collective du vendredi n'est recommandée que pour les hommes, les femmes disposant généralement d'un espace séparé dans les

23. Sondage Ifop réalisé entre le 25 février et le 5 mars 2011 auprès de 547 musulmans de 18 ans et plus.

mosquées. Il existe donc dans la population musulmane un système normatif contraignant, capable de structurer fortement l'organisation sexuelle des rites. Cette organisation publique de la séparation hommes-femmes est d'autant plus importante que c'est par ce prisme que l'islam se donne à voir dans les pays européens qui ont fait du dépassement de la différence sexuelle une norme centrale.

COMPRENDRE L'IMPORTANCE DE LA RELIGION

Pourquoi la religiosité est-elle si présente chez les musulmans ? Deux types d'hypothèses peuvent être envisagés : celles relatives à l'*offre* et celles relatives à la *demande*. Comme les données ne sont pas adaptées pour approfondir les effets de l'offre, nous élargirons le débat aux effets du contexte. Nous examinerons ensuite la problématique originale proposée par Ronald Inglehart et Pippa Norris, qui ont suggéré d'expliquer le processus de sécularisation par la notion de « sécurité existentielle²⁴ ».

Effet de l'offre, effet du contexte

Les explications par l'offre insistent sur le rôle de la diversité religieuse, laquelle a pour conséquence de susciter une concurrence, donc une émulation, entre les différentes Églises. Une explication de ce type a pu être avancée pour comprendre la force de la religion aux États-Unis, où la coexistence de nombreux cultes permet à chacun de trouver son compte, tout en incitant chaque culte à se mobiliser pour retenir ou attirer des fidèles. Suivant cette approche, la religion est un marché sur lequel se disputent différents pourvoyeurs de biens spirituels. L'offre crée ainsi la demande.

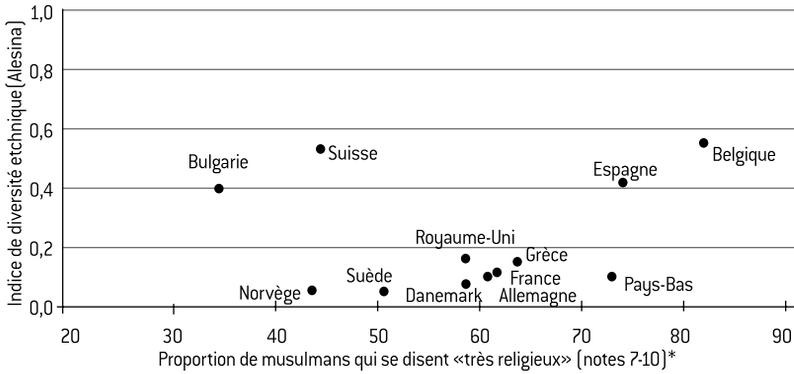
Cette approche par l'offre semble bien adaptée dans le cas de l'islam. Le monde musulman est entré en ébullition depuis plusieurs décennies, ce qui provoque une intense compétition interne. En Europe, de nombreuses associations se donnent pour objectif de représenter et d'encadrer la population musulmane²⁵. Ces associations couvrent un large spectre, depuis les organisations très militantes comme les Frères musulmans ou les mouvements de prédication issus du salafisme ou du Tabligh, jusqu'aux associations moins médiatiques comme les confréries soufies. La compétition est amplifiée par l'intervention

24. Pippa Norris et Ronald Inglehart, *Sacré versus sécularisation. Religion et politique dans le monde*, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2014 [2004].

25. Voir Samir Amghar, *L'Islam militant en Europe*, Infolio, 2013.

de pays étrangers qui cherchent à contrôler leurs ressortissants, qu'il s'agisse des pays du Maghreb ou de la Turquie, sans oublier les pays du Moyen-Orient comme l'Arabie saoudite qui sont en quête d'un leadership spirituel. Un prosélytisme actif en résulte, où chacun tente de se présenter comme le bon détenteur du véritable islam.

Graphique 10 : Religiosité et diversité ethnique



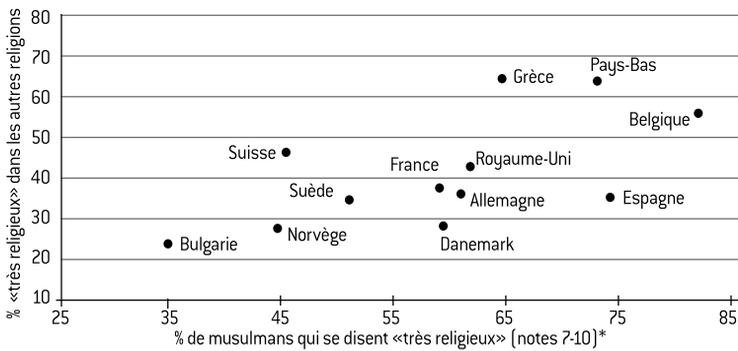
* Cet indicateur est explicité en note 21.

Cette dimension militante de l'islam est évidemment très importante dans le contexte actuel, mais les données ne permettent pas de l'étudier. Tout ce que l'on peut faire, c'est vérifier s'il existe un lien entre la religiosité et la diversité religieuse. Nous utiliserons ici l'indice de fragmentation religieuse élaboré par Alberto Alesina²⁶. L'analyse s'avère peu concluante, conformément aux constatations déjà faites par Norris et Inglehart, qui ont observé que la sécularisation n'est pas corrélée à l'absence de pluralité religieuse. Autrement dit, la sécularisation n'est pas plus forte dans les pays où une Église exerce son monopole. Il faut toutefois souligner que l'indice de fragmentation religieuse ne dit rien sur le prosélytisme ou sur la concurrence entre les divers mouvements de confession musulmane, ce qui empêche de se prononcer sur ce point. À ce stade, l'explication par l'activisme militant ne peut donc être ni confirmée, ni infirmée, et doit faire l'objet d'investigations supplémentaires. Si on élargit toutefois la réflexion à la question du contexte, on relève qu'une autre corrélation fonctionne assez bien : celle qui combine la religiosité avec l'indice de fragmentation ethnique proposé par Alesina et ses collègues (*graphique 10*). Cet indice évalue l'hétérogénéité ethnique d'une population

26. Alberto Alesina et al., « Fractionalization », *Journal of Economic Growth*, n° 8, 2003, p. 155-194 (www.hks.harvard.edu/fs/pnorris/Acrobat/stm103%20articles/Alesina_Fractionalization_2003.pdf).

en attribuant à chaque pays une note de 0 à 1. La corrélation entre cet indice et le niveau de religiosité n'est pas négligeable puisque, sans la Bulgarie et la Suisse, le coefficient s'élève à 0,79. Ce résultat laisse entendre que la religion peut se présenter comme une forme de réponse identitaire dans un contexte de différenciation ethnique, ce qui correspond bien à la situation des sociétés européennes où la diversité ethno-religieuse a tendance à s'accroître. C'est aussi une explication de ce type qui a pu être suggérée pour comprendre la vigueur de la religiosité aux États-Unis, pays de forte immigration où la religion peut servir de référent identitaire.

Graphique 11 : Religiosité des musulmans et religiosité des autres religions



* Cet indicateur est explicité en note 21.

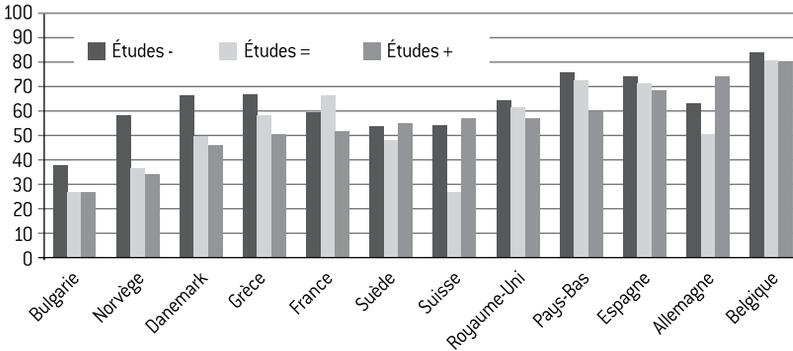
Concernant les effets du contexte social, un autre résultat mérite d'être souligné. Il existe en effet une corrélation positive entre le niveau de religiosité des musulmans et la religiosité du reste de la population (*graphique 11*). L'existence d'une telle corrélation (que l'on observe aussi avec la pratique religieuse) incite à conclure que le développement des croyances et des pratiques n'est pas déconnecté de la place qu'occupe la religion dans la société, laquelle est susceptible de constituer un frein ou un facilitateur. La religiosité des musulmans se développe plus facilement dans les pays où la population est elle-même religieuse. On en comprend la raison : une population plus croyante ou plus pratiquante génère un contexte plus favorable à l'expression des religions, tout en suscitant une certaine rivalité.

Les effets de la demande

Si l'on se tourne à présent du côté de la demande, une première piste concerne les difficultés socio-économiques. C'est l'idée selon laquelle la religion, conformément à la formule de Marx sur l'« opium du peuple » (« le soupir

de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur »), sert de refuge pour compenser divers désavantages sociaux ou économiques, qui sont eux-mêmes sources de frustration.

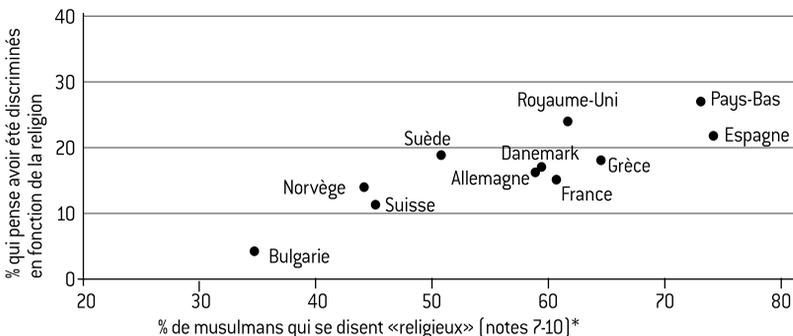
Graphique 12 : Proportion de musulmans qui se considèrent comme « quelqu'un de religieux » (notes 7-10)* en fonction du niveau d'études



* Cet indicateur est explicité note 21.

Cette explication contient certainement une part de vérité car les musulmans sont souvent d'origine modeste. Toutefois, les données invitent à rester prudent. La proportion de musulmans qui se disent « très religieux » varie faiblement – et de manière non systématique – en fonction de la situation sociale. On le constate avec le niveau d'éducation (*graphique 12*), mais les résultats sont similaires avec le niveau de revenus. Dans la moitié des pays au moins (Belgique, Suède, France, Royaume-Uni, Espagne, Allemagne), la religiosité n'évolue pratiquement pas en fonction du niveau d'études. En particulier, le fait d'accéder à l'enseignement supérieur n'entraîne pas mécaniquement une baisse de la religiosité, loin s'en faut.

Graphique 13 : Sentiment d'être discriminé selon la religion et degré de religiosité



* Cet indicateur est explicité note 21.

Une autre explication souvent évoquée conçoit la religion comme une réaction face à ce qui est perçu comme une attitude hostile ou agressive de la part de l'environnement social. Cette explication peut s'appuyer sur un constat : au niveau agrégé, il existe effectivement une forte corrélation ($r = 0,85$) entre la religiosité des musulmans et le sentiment d'être discriminé en fonction de sa religion (*graphique 13*).

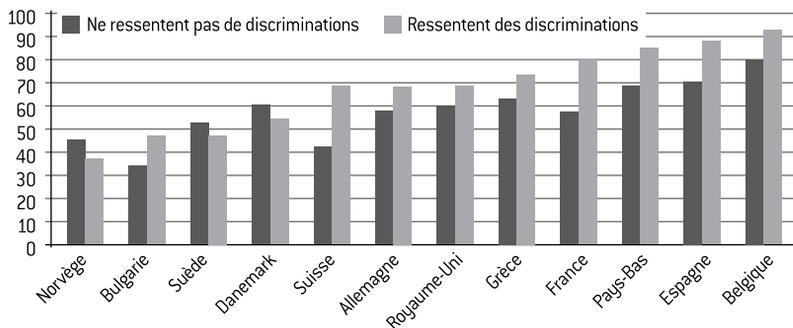
Tableau 4 : Effets du niveau d'éducation et des discriminations ressenties sur la religion des musulmans

	Corrélations entre le niveau d'éducation et...		Corrélations entre le sentiment d'être discriminé à cause de sa religion et...	
	le degré de religiosité	la fréquence de la pratique	le degré de religiosité	la fréquence de la pratique
Allemagne	ns	ns	ns	●
Belgique	ns	ns	●	ns
Bulgarie	○○○	ns	ns	●●
Danemark	○○	ns	ns	●
Espagne	ns	ns	●	●●
France	ns	ns	●●	●●
Grèce	○	ns	ns	ns
Norvège	ns	ns	ns	ns
Pays-Bas	ns	ns	●	ns
Royaume-Uni	ns	ns	ns	ns
Suède	ns	ns	ns	ns
Suisse	○	ns	●	●

Lecture : le nombre de ronds indique la significativité de la corrélation : 1 rond au seuil de 0,05 ; 2 ronds au seuil de 0,01 ; 3 ronds au seuil de 0,001 ; ns : non significatif. La couleur blanche des ronds indique une corrélation négative, la couleur noire une corrélation positive.

La difficulté est toutefois de savoir dans quel sens joue cette corrélation. Un phénomène minoritaire (les discriminations ressenties) peut-il être la cause d'un phénomène majoritaire (la religiosité) ? L'hypothèse inverse, à savoir qu'une forte religiosité vient exacerber les sensibilités, renforçant ainsi le sentiment d'être discriminé, ne saurait être écartée : plus un individu est religieux, plus il est réceptif à l'idée selon laquelle sa foi est mal considérée ou fait l'objet de traitements injustes. Ajoutons un autre élément discordant : nous n'avons pas observé de corrélation, au niveau agrégé, entre le niveau de religiosité et les restrictions religieuses imposées par les États. On ne peut donc pas dire que l'engagement dans l'islam soit une réponse aux politiques menées par les États dans le domaine religieux.

Graphique 14 : Proportion de musulmans qui se disent « très religieux » en fonction des discriminations religieuses ressenties



En outre, l'explication par les réactions hostiles se heurte au fait que la corrélation entre les discriminations et la religiosité marche beaucoup moins bien au niveau individuel (*tableau 4*). Dans la plupart des pays, les corrélations individuelles sont faibles ou inexistantes. Le fait de se sentir discriminé ne va donc pas de pair avec un surcroît de religiosité. Dans certains pays, comme la Norvège, la Suède ou le Danemark, la religiosité est même plus élevée chez les musulmans qui disent ne pas se sentir discriminés.

Remarquons également que les coefficients de corrélation sont souvent plus significatifs avec la pratique qu'avec la religiosité, notamment en France (*tableau 4*). Le fait que les discriminations se développent plus facilement chez les pratiquants que chez les croyants invite à déplacer le débat en s'interrogeant sur les difficultés que posent certains aspects de la pratique musulmane. Des rites comme le ramadan, les interdits alimentaires, les prières quotidiennes ne trouvent pas facilement leur place dans les sociétés de résidence, ce qui peut générer un sentiment de discrimination, même en l'absence d'une intention de nuire. C'est toute l'ambiguïté de la situation actuelle des musulmans, surtout dans un pays laïc et égalitaire comme la France, où la revendication d'une égalité de traitement peut sembler contradictoire avec le désir de développer des pratiques religieuses qui nécessitent des aménagements spécifiques.

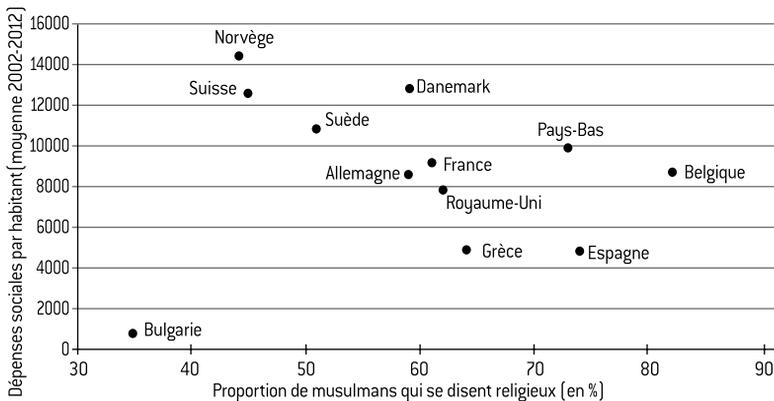
La « sécurité existentielle »

Pour comprendre le rapport à la religion, la thèse de Pippa Norris et Ronald Inglehart s'avère aujourd'hui incontournable. Ces auteurs ont en effet proposé une clef de lecture qui a le mérite de résoudre nombre de difficultés. Selon eux, la réflexion sur la sécularisation a eu trop tendance à être délaissée au prétexte qu'elle semblait contredite par le maintien ou le retour du religieux dans certaines régions du monde.

Pour Norris et Inglehart, ces évolutions contradictoires s'expliquent aisément si l'on considère que la sécularisation dépend prioritairement de ce qu'ils appellent la « sécurité existentielle », c'est-à-dire du sentiment de vivre dans un environnement sûr et prévisible. Leur schéma n'est pas sans rappeler l'analyse marxiste : lorsque les individus se sentent en sécurité, ils se détournent de la religion ; inversement, lorsqu'ils se sentent en insécurité, ils voient la religion comme une source de réconfort. La problématique de Norris et Inglehart se démarque toutefois d'une analyse strictement sociologique dans la mesure où la sécurité ne se réduit ni à la position sociale des individus, ni aux inégalités sociales : elle intègre aussi la manière dont les institutions créent un contexte sécurisant.

Cette théorie permet de résoudre un paradoxe apparent : pourquoi la religion évolue-t-elle différemment dans le monde, déclinant ici ou prospérant là ? L'explication des auteurs tient en quelques mots : dans les pays qui ont su instaurer une sécurité existentielle, les individus n'ont plus peur du lendemain, ce qui produit une dynamique de sécularisation. C'est le cas en Europe occidentale où règne une sécurité autant physique que sociale, notamment grâce à la généralisation de l'État-providence. Au contraire, la religion se maintient ou se renforce lorsque cette sécurité n'est pas assurée. C'est le cas aux États-Unis, où le manque de sécurité permet à la religion de rester vivace malgré la prospérité économique ; c'est aussi le cas en Europe de l'Est, où la chute du mur de Berlin a certes fait disparaître un système de surveillance généralisée de la population mais a généré un environnement incertain lors de la transition vers l'économie de marché.

Graphique 15 : Religiosité des musulmans et niveau de protection sociale



Ce cadre théorique fonctionne assez bien si on le transpose à l'islam. Les pays musulmans souffrent d'un faible niveau de développement économique et d'une absence de démocratisation, sans parler des guerres civiles comme en Algérie dans les années 1990, autant de facteurs qui créent un contexte d'insécurité favorable à la religion. Ce point est important car, comme on l'a vu, une grande partie des musulmans européens sont issus de l'immigration ; de ce fait, ils sont porteurs des inquiétudes qui travaillent leurs pays d'origine. Mais, surtout, si la notion de sécurité existentielle paraît pertinente, c'est parce qu'elle permet de comprendre la diversité des musulmans en Europe. En effet, lorsque l'on recoupe le degré de religiosité avec le développement de l'État social, que nous évaluons ici par les dépenses de protection sociale, il existe une forte corrélation ($-0,65$ sans la Bulgarie). Autrement dit, plus le niveau de protection sociale est élevé, moins la religiosité est forte. Les données valident ainsi la thèse selon laquelle le fait d'être rassuré sur son existence rend moins crucial le recours à la religion.

Évidemment, cette corrélation ne fait pas office de preuve. Elle masque certainement de nombreux effets croisés difficiles à démêler. Par exemple, les pays qui ont un fort niveau de protection sociale sont aussi, tendanciellement, ceux où les musulmans ont un niveau de revenus plus élevé. Toutefois, le niveau de religiosité n'est pas corrélé au niveau de revenus, ce qui laisse entendre que c'est bien le niveau de protection sociale qui constitue la variable la plus décisive, davantage que le niveau de vie.

VALEURS POLITIQUES ET SOCIALES

L'enquête ESS permet d'étudier un grand nombre de valeurs politiques et sociales. Nous distinguerons ici quatre dimensions : le rapport à la politique (dans lequel nous incluons la politisation et la participation politique), le classement gauche-droite, la confiance dans les autres ou dans les institutions, et, enfin, les valeurs relatives aux mœurs.

Politisation et participation politique

Le rapport à la politique peut être cerné par quatre indicateurs : l'intérêt pour la politique, la participation électorale, l'appartenance à un mouvement politique ou syndical, et la participation protestataire (comme le fait d'avoir participé à une manifestation ou à un boycott) (*annexe 4*).

On peut faire deux grands constats pour ces quatre indicateurs. Le premier est qu'il existe de fortes variations entre les musulmans des différents pays. L'intérêt politique est, par exemple, très faible en Grèce (17 % des musulmans déclarent s'intéresser à la politique), mais il est beaucoup plus fort aux Pays-Bas et en Suède (51 %). Les écarts sont aussi importants sur l'engagement associatif : en Espagne et en Grèce, seulement 3 % des musulmans sont membres d'un parti ou d'un syndicat, alors qu'ils sont beaucoup plus nombreux à adhérer en Suède (35 %), en Belgique (39 %) ou au Danemark (41 %). La participation protestataire (avoir participé à diverses actions politiques) varie également de 3 % en Bulgarie à 39 % en France, voire 45 % en Suède.

Ces variations ne sont pas aléatoires. Le niveau de politisation et de participation des musulmans est très sensible au contexte politique du pays. C'est ce que montre le calcul des coefficients de corrélations au niveau agrégé entre les musulmans et le reste de la population (*tableau 5*). Ainsi, plus le niveau d'intérêt politique ou d'engagement protestataire est élevé dans un pays, plus celui des musulmans l'est également. Ce résultat se vérifie avec tous les indicateurs, sauf avec la participation électorale, laquelle constitue ici un cas particulier. Pour le reste, il existe donc une forme d'acclimatation des musulmans au contexte local, même si cet effet ne concerne pas le vote.

Tableau 5 : Corrélations agrégées entre les musulmans et le reste de la population

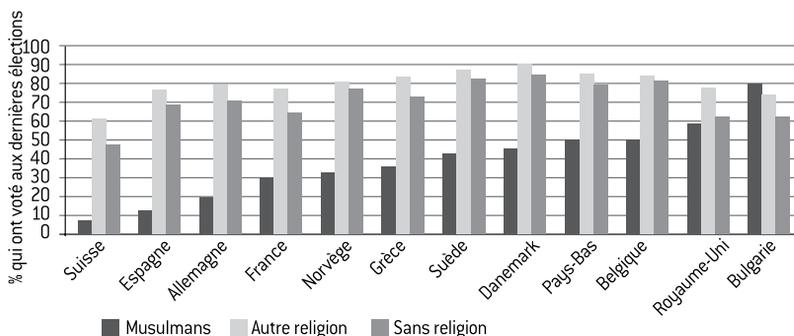
Intérêt politique	Participation électorale	Appartenance parti/ syndicats	Engagement non conventionnel
.81	.38	.92	.85

Entrées : r de Pearson (N – 12 pays). Lecture : pour l'intérêt politique, la corrélation entre les musulmans et le reste de la population s'élève à 0,81, ce qui signifie que, plus l'intérêt politique est élevé dans un pays, plus celui des musulmans l'est également.

Le second constat est que le niveau de politisation ou de participation des musulmans est généralement inférieur à celui que l'on observe dans le reste de la population. Souvent, les écarts entre les musulmans et les autres sont assez marqués, mais ils ne sont pas systématiques. Par exemple, le niveau d'intérêt politique des musulmans est au contraire assez élevé dans certains pays comme la France, l'Espagne ou le Royaume-Uni, où il se rapproche de la moyenne nationale.

La faiblesse de la participation des musulmans est particulièrement visible dans le cas du vote (*annexe 4*). Les musulmans votent nettement moins que le reste de la population. En Suisse, 21 % des musulmans qui pouvaient voter ont participé aux dernières élections, contre 66 % pour le reste de la société. En France, ils sont 46 % à avoir voté, contre 76 % pour les non-musulmans. La participation est plus élevée en Belgique (72 %), où le vote est obligatoire, et en Bulgarie (83 %).

Graphique 16 : Participation électorale pour l'ensemble de la population en âge de voter (avec ou sans la nationalité du pays)



Ces chiffres masquent cependant une partie de la réalité. Il faut en effet se rappeler qu'une grande partie des musulmans n'a pas la nationalité du pays. Or, si l'on rapporte le nombre de votants à l'ensemble des musulmans en âge de voter (qu'ils aient ou non la nationalité), le vote ne concerne en réalité que très peu de monde (*graphique 16*). En Allemagne, seulement 1 musulman sur 5 (21 %) a participé aux dernières élections, contre 78 % pour les non-musulmans. En Espagne, on est à 1 musulman sur 6 (13 %), contre 76 % pour les non-musulmans ; en Suisse, c'est 1 musulman sur 10 (9 %, contre 58 %). En France, 30 % des musulmans ont voté, contre 71 % pour les non-musulmans. Seul le Royaume-Uni parvient à limiter le différentiel de participation entre musulmans et non-musulmans. Il reste que, dans la population de confession musulmane, seule une minorité de personnes fait l'expérience du vote et de la démocratie participative. Cette situation a des causes multiples, à la fois sociales et juridiques, mais elle n'en demeure pas moins préoccupante du point de vue de l'intégration civique et politique, puisqu'elle signifie qu'une partie importante de la population musulmane reste en dehors de la vie politique des pays européens. *De facto*, la majeure partie des musulmans n'est pas en mesure de se projeter dans les enjeux et les antagonismes qui structurent les grands débats nationaux.

Tableau 6 : Corrélations individuelles chez les musulmans entre le niveau d'éducation et les indicateurs de politisation et de participation

	Intérêt politique	Participation électorale	Membre d'un parti ou d'un syndicat	Engagement protestataire
Allemagne	●●●	●	●	ns
Belgique	●●●	ns	ns	●●●
Bulgarie	●●●	ns	●●●	●●●
Danemark	●	●●●	●●●	●●●
Espagne	●●●	ns	ns	●●●
France	●●●	●	ns	●
Grèce	ns	ns	ns	ns
Norvège	●●●	ns	●●	●●
Pays-Bas	●●●	ns	●	●●
Royaume-Uni	●●●	ns	●●●	●●●
Suède	●●●	ns	●●●	ns
Suisse	●●●	●	ns	●

Données cumulées ESS 2002-2012 [musulmans seuls].

● significatif 0,05 / ●● significatif 0,01 / ●●● significatif 0,001 / ns : non significatif.

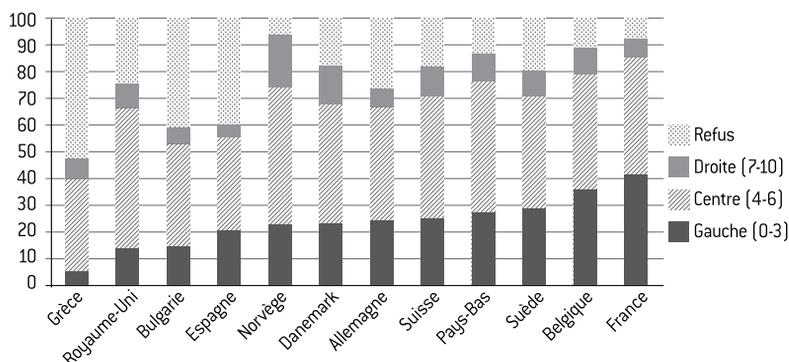
Lecture : en Allemagne, le niveau d'éducation est fortement corrélé à l'intérêt politique ; il ne l'est pas avec l'engagement protestataire.

Un autre signe montre que la participation électorale constitue un cas à part. Contrairement aux autres indicateurs de politisation et de participation, le vote des musulmans est en effet peu sensible à la situation sociale, notamment au niveau d'éducation (*tableau 6*). On ne retrouve donc pas, avec le vote, ce que l'on observe avec les autres indicateurs puisque, en règle générale, un meilleur niveau d'études accroît la politisation ou la participation, conformément à ce que l'on observe dans la population générale. D'une certaine façon, le vote des musulmans résiste donc au niveau d'études : même lorsqu'ils ont fait des études, ils s'impliquent peu dans les élections.

L'orientation gauche-droite

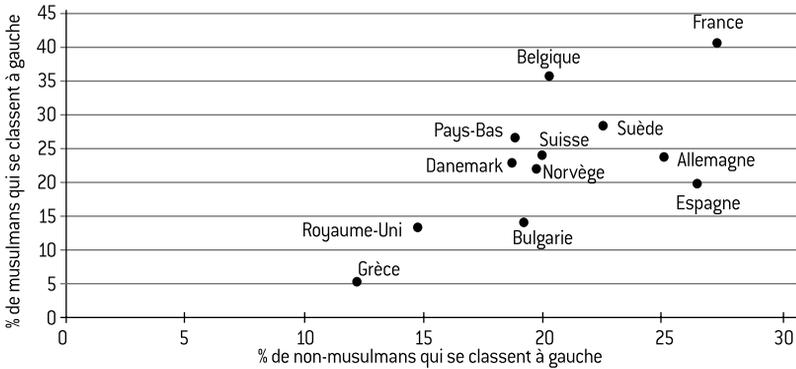
Le classement gauche-droite révèle une surprise (*annexe 5*). Les musulmans se caractérisent en effet par un net refus de la droite, sauf en Norvège, où ils se placent autant à droite qu'à gauche (20 % contre 22 %). Partout ailleurs, le ratio gauche-droite est largement défavorable à la droite, surtout en Belgique et en France, où la gauche regroupe respectivement 35 et 40 % des musulmans (*graphique 17*).

Graphique 17 : Classement gauche-droite des musulmans



La France et la Belgique sont toutefois des cas extrêmes. Dans les autres pays, la gauche est moins présente et les musulmans ont plutôt tendance à se classer au centre ou, plus encore, à ne pas se classer (ou à ne pas donner de réponse). C'est ainsi que la proportion de musulmans qui ne se situent ni à gauche, ni au centre, ni à droite est bien plus élevée que celle des non-musulmans. Au Royaume-Uni, 25 % des musulmans refusent de se classer, contre 12 % pour les non-musulmans ; en Suède, on est à 20 % contre 4 %, et en Allemagne, à 27 % contre 7 %. La France est le seul pays où cet écart est le plus faible (8 % contre 6 %), ce qui témoigne d'un contexte particulier, marqué sans doute par une plus forte injonction pour se situer politiquement. Mais la France mise à part, les musulmans semblent avoir plus de difficulté pour se reconnaître dans le clivage gauche-droite. Ce résultat apporte une explication possible à la faible participation électorale : si les musulmans votent peu, c'est peut-être aussi parce qu'ils ont moins intégré les codes de la vie politique nationale, codes qui impliquent une certaine familiarisation avec l'histoire et la culture du pays de résidence.

Graphique 18 : La gauche en Europe



La singularité de la France mérite d'être questionnée : pourquoi les musulmans qui résident en France sont-ils si nombreux à se situer à gauche²⁷ ? Plusieurs hypothèses peuvent être avancées : l'héritage des luttes anticoloniales, la proximité de la droite avec le catholicisme, la sensibilité de la gauche aux revendications des minorités, l'impact du militantisme associatif ou encore la concentration des migrants dans les anciennes « banlieues rouges ». Ces explications sont plausibles, quoique difficiles à vérifier. Une autre explication est apportée par l'analyse comparée : le contexte de la société. On observe en effet que la proportion de musulmans qui se classent à gauche est fortement corrélée ($r = 0,76$) à la proportion de la population du pays qui se classe à gauche (*graphique 18*). Comme pour la politisation ou la religiosité, les orientations politiques des musulmans sont donc partiellement tributaires des caractéristiques du pays. En somme, chaque pays produit un certain contexte politique plus ou moins favorable à la gauche qui influence à son tour les orientations politiques des musulmans.

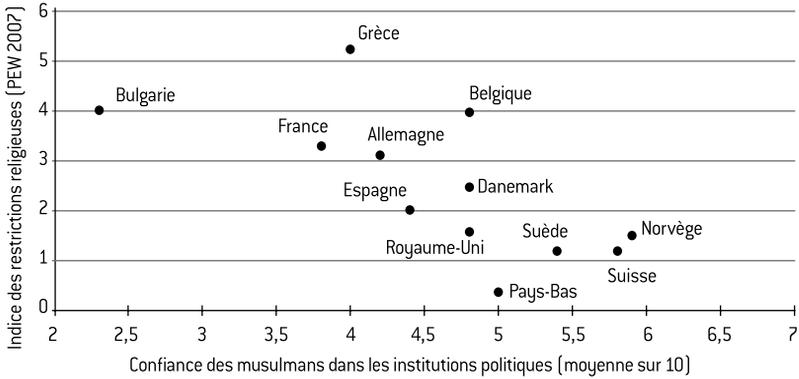
Le degré de confiance

Les indicateurs disponibles ne révèlent pas une défiance particulière des musulmans, au contraire. C'est une des surprises de l'enquête. Comme les données sont riches sur ce volet, on peut distinguer deux thèmes : la confiance dans les autres et la confiance dans les institutions. Ces deux dimensions sont évaluées par la moyenne de trois échelles numérotées de 0 à 10. On étudiera séparément une question sur la confiance dans la police, mesurée également par une échelle de 0 à 10.

27. Nous avons par ailleurs aussi relevé la forte propension des jeunes musulmans à se classer à gauche (voir Vincent Tournier, « Modalités et spécificités de la socialisation des jeunes musulmans en France. Résultats d'une enquête grenobloise », *Revue française de sociologie*, vol. 52, n° 2, 2011, p. 311-352).

Concernant la confiance dans les autres, les musulmans n'apparaissent pas très différents du reste de la population. Ils sont certes un peu plus méfiants, mais les différences se repèrent surtout dans les pays où la confiance interpersonnelle est élevée comme au Danemark ou en Norvège.

Graphique 19 : Confiance des musulmans dans les institutions politiques et restrictions religieuses

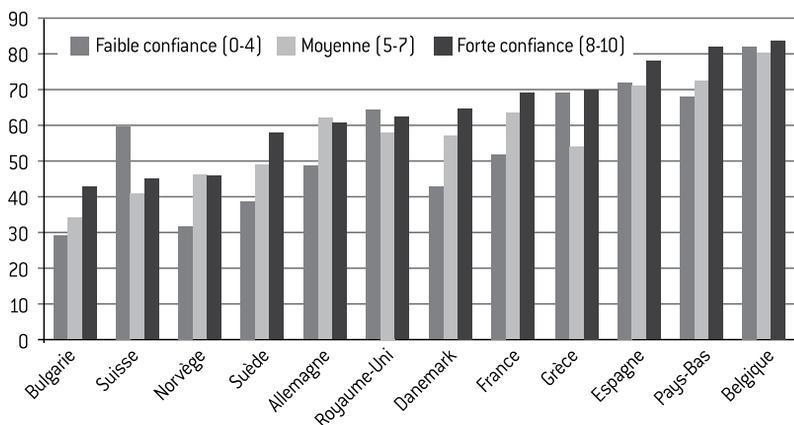


La surprise vient surtout de la confiance dans les institutions politiques, que l'on évalue ici en combinant trois questions sur la confiance dans le parlement, les hommes politiques et les partis politiques. Dans la plupart des pays, la confiance des musulmans envers les institutions politiques est équivalente (et souvent même supérieure) à celle que l'on observe dans le reste de la population.

Les difficultés économiques et sociales ne provoquent donc pas une attitude de défiance. D'ailleurs, la confiance des musulmans, que ce soit envers les autres ou envers les institutions, apparaît indépendante de la situation sociale : quel que soit le pays, la confiance varie très peu en fonction du niveau d'études ou du niveau de revenus. La confiance n'est donc pas conditionnée par la situation sociale.

En revanche, le degré de confiance exprimée par les musulmans est très lié au degré de confiance que l'on observe dans le reste de la population. La corrélation atteint ainsi 0,94 pour la confiance dans les autres et 0,86 pour la confiance dans les institutions. Le contexte général du pays joue donc fortement. De plus, la confiance est influencée par l'action des États. Ainsi, le niveau de confiance dans les institutions politiques est négativement corrélé ($r = -0,67$) à l'indice des restrictions religieuses. Autrement dit, plus un État met en œuvre une politique restrictive à l'égard des religions, moins la confiance des musulmans dans les institutions politiques est forte (graphique 19).

Graphique 20 : Proportion de musulmans qui se disent « très religieux* » en fonction du niveau de confiance dans la police



* Cet indicateur est explicité en note 21.

Le niveau relativement élevé de confiance de la part des musulmans se retrouve avec une autre institution : la police. Dans presque tous les pays, les musulmans font autant confiance à la police que le reste de la population (*annexe 5*). La France constitue un cas particulier. À l'exception de la Bulgarie, c'est en effet dans l'Hexagone que la confiance des musulmans dans la police est la plus faible. Cette exception française est une conséquence indirecte de la surreprésentation de la gauche parmi les musulmans, puisque la confiance dans la police est toujours plus faible à gauche qu'à droite. Néanmoins, cette explication n'est pas suffisante car la défiance se maintient si on contrôle les préférences idéologiques. Il faut donc tenir compte d'autres facteurs, à commencer par le climat général du pays puisqu'il s'avère, là encore, que la confiance des musulmans dans la police est fortement corrélée à l'attitude du reste de la population ($r = 0,81$). Or la France fait partie, avec la Bulgarie et les Pays-Bas, des pays les plus méfiants envers la police. Les musulmans français sont donc les héritiers de cette tradition de défiance.

Ajoutons une dernière remarque : il a parfois été suggéré que la défiance envers la police pouvait influencer le niveau de religiosité. D'après les données, cette hypothèse n'est guère pertinente car, au niveau individuel, il n'y a pratiquement pas de corrélation entre la confiance dans la politique et la religiosité (*graphique 19*). La tendance se situe même dans l'autre sens : la religiosité est plus forte parmi les musulmans qui ont le plus confiance dans la police. Certes, cette relation est rarement significative, mais elle l'est dans trois pays : la Bulgarie, la Suède et la France. En France, on constate ainsi que 53 % des musulmans qui

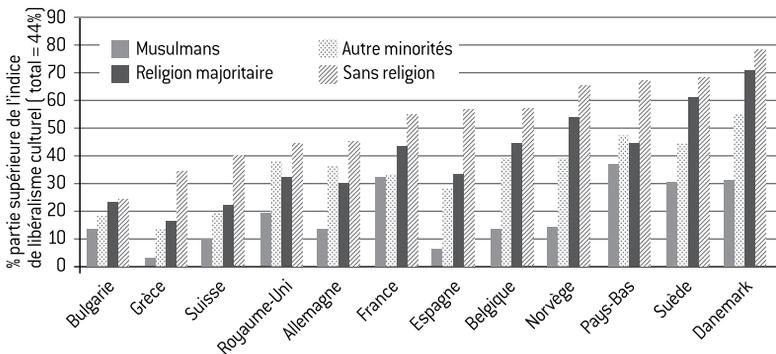
ne font pas confiance à la police se disent très religieux, proportion qui monte à 63 % parmi les musulmans qui ont une confiance moyenne, pour atteindre 69 % parmi ceux qui ont une forte confiance. Le maximum de la religiosité se rencontre donc parmi les plus confiants.

Des valeurs traditionalistes

Sur le plan des mœurs, les musulmans présentent des valeurs relativement homogènes (*annexe 6*). C'est ce que montrent les quatre indicateurs relatifs aux valeurs morales dont nous disposons : une question générale sur le respect des traditions, un item sur l'homosexualité et deux items sur la place des femmes. Nous exploiterons moins les indicateurs sur les femmes, car ces deux questions n'ont été posées que dans trois vagues sur six (2004, 2008 et 2010), ce qui limite les effectifs.

Pour ces quatre indicateurs, les tendances sont convergentes. Les musulmans présentent des valeurs plus traditionalistes que le reste de la population. Ils accordent plus d'importance aux traditions, ils approuvent moins souvent l'idée selon laquelle les gays et les lesbiennes doivent rester libres de mener la vie qu'ils veulent, et ils soutiennent moins facilement l'égalité des hommes et des femmes dans la société. Néanmoins, on prendra soin de relever que les musulmans ne sont pas définitivement réfractaires au libéralisme des mœurs, car une partie conséquente d'entre eux adhère aux opinions favorables concernant les homosexuels ou l'égalité hommes/femmes.

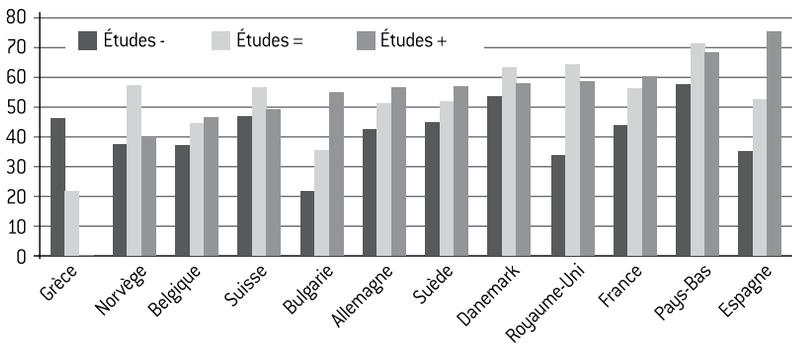
Graphique 21 : Le libéralisme culturel en fonction de la religion



Il reste que les écarts avec le reste de la population sont importants. On peut le vérifier avec un indice synthétique de libéralisme culturel. Cet indice a été élaboré en additionnant les réponses aux trois questions relatives aux mœurs (*graphique 21*). La spécificité des musulmans ressort d'autant plus fortement

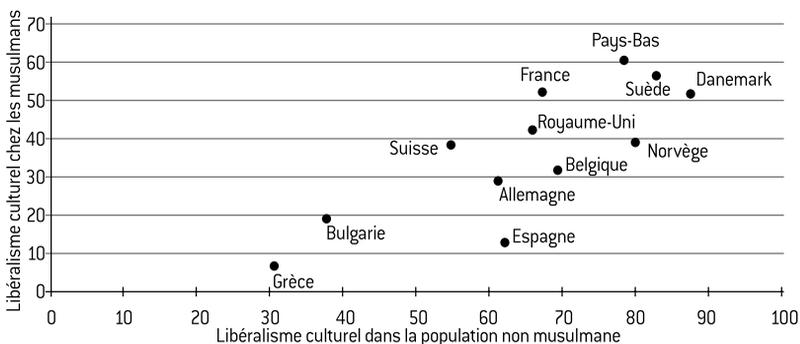
que, dans beaucoup de pays, l'attitude des autres religions sur le libéralisme culturel a tendance à se rapprocher de celle des irréligieux. De ce fait, les musulmans se retrouvent relativement isolés dans leur défense des valeurs traditionnelles. Notons au passage que c'est en France que les musulmans figurent parmi les plus libéraux sur le plan des mœurs.

Graphique 22 : Pourcentage de musulmans qui sont favorables aux homosexuels en fonction du niveau d'études



Bien entendu, la faiblesse du libéralisme culturel des musulmans s'explique en partie par leurs origines sociales. On le vérifie avec l'homosexualité, seul item où l'on peut avoir des effectifs suffisants (*graphique 22*). Dans des pays comme la Bulgarie ou l'Espagne, les opinions des musulmans varient fortement en fonction du niveau d'études. Toutefois, ces variations sont moins évidentes dans les autres pays, ce qui relativise l'impact du niveau d'études. Il reste que les opinions des musulmans ne sont pas immuables. On vérifie notamment que celles-ci sont tributaires du contexte national, puisque la corrélation entre le libéralisme culturel des musulmans et celui de la population générale est très forte, s'élevant ici à 0,80 (*graphique 23*).

Graphique 23 : Libéralisme culturel en Europe



CONCLUSION

Les populations musulmanes en Europe ne sont pas homogènes. Elles possèdent des caractéristiques variables selon les pays, ce qui confirme que les musulmans ne sont pas un bloc. Non seulement ils ne présentent pas partout les mêmes caractères mais, de plus, ils sont influencés par les caractéristiques du pays de résidence, que ce soit sur la place de la religion, le rapport à la politique ou la question des valeurs en général. En somme, les musulmans sont partiellement tributaires de leur environnement socioculturel et des préférences de la population générale, ce qui confirme l'importance des facteurs contextuels dans la formation des identités politiques et religieuses. Toutefois, si les données invitent à relativiser l'idée d'un islam immuable ou figé, elles ne permettent pas d'en déduire que la religion n'exerce aucune influence. Certes, la religion musulmane laisse subsister une marge d'évolution conséquente selon le contexte, mais celle-ci n'en forme pas moins une trame qui pèse plus ou moins fortement sur les valeurs et les pratiques. Les musulmans sont traversés par des constantes qui se retrouvent dans la plupart des pays. Ils présentent un certain nombre de spécificités, tant du point de vue des attitudes religieuses que du point de vue des attitudes sociales et politiques.

On se gardera donc de tirer une conclusion trop optimiste de ces résultats, d'autant que les données ne permettent pas de faire des projections sur l'avenir. L'hypothèse d'un effacement progressif des particularismes religieux sous l'effet de l'intégration n'est pas exclue. Mais un autre facteur peut contrarier cette évolution et jouer même en sens contraire : le renforcement de la religion. Comme on l'a vu, la religion apparaît en effet bien vivante chez les musulmans européens, et encore les indicateurs exploités ici ne couvrent-ils qu'une partie du phénomène. En utilisant des questions plus précises, le Berlin Social Science Center a montré, à l'aide d'une étude réalisée en 2008 dans six pays européens (France, Belgique, Pays-Bas, Autriche, Allemagne, Suède), que le fondamentalisme religieux est très marqué chez les musulmans, bien plus que chez les chrétiens. D'après ces données, 44 % des musulmans interrogés dans ces six pays répondent favorablement aux trois questions qui servent à mesurer le fondamentalisme, contre seulement 4 % pour les chrétiens²⁸. Cette proportion s'élève à 30 % en Allemagne ou en Suède, 45 % en Hollande, 52 % en Belgique ou en France, et 55 % en Autriche.

28. Voir Ruud Koopmans, « Religious Fundamentalism and Hostility against Outgroups: A Comparison of Muslims and Christians in Western Europe », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 41, n° 1, 2015, p. 33-57. Les trois indicateurs du fondamentalisme sont les suivants : « Christians [Muslims] should return to the roots of Christianity [Islam] », « There is only one interpretation of the Bible [the Koran] and every Christian [Muslim] must stick to that » et « The rules of the Bible [the Koran] are more important to me than the laws of [survey country] ». Des informations complémentaires sont disponibles sur le site du centre du Berlin Social Center (www.wzb.eu/en/press-release/islamic-fundamentalism-is-widely-spread).

Contrairement à une idée reçue, la religion apparaît donc très prégnante dans la population musulmane. Les causes de cette vitalité religieuse sont difficiles à cerner. À ce stade, rien ne permet de dire que celles-ci doivent être recherchées exclusivement, ou même principalement, dans les mécanismes internes des sociétés européennes, qu'il s'agisse par exemple des discriminations ou de la défiance dans les institutions. Certes, le sentiment d'être discriminé est assez fréquent chez les musulmans mais il ne concerne qu'une minorité de personnes. De plus, nous n'avons pas observé une défiance particulière envers les institutions, et l'hypothèse d'un impact de la défiance dans la police ne peut pas être retenue. Enfin, le niveau de religiosité ne semble pas être affecté par les politiques restrictives menées par les États dans le domaine de la religion. Inversement, les facteurs externes à l'Europe ne doivent pas être négligés, à commencer par le fait qu'une partie importante de la population musulmane provient de pays qui n'ont pas su instaurer les conditions de la sécurité existentielle dont parlent Pippa Norris et Ronald Inglehart. De ce point de vue, les pays européens apparaissent moins comme une source de religiosité que comme une source de sécularisation. En effet, les données de l'enquête ESS montrent que le degré de vitalité religieuse des musulmans, loin de se répartir au hasard, est partiellement tributaire du degré de sécurité existentielle offert par les systèmes sociaux du pays de résidence. Ce résultat mérite d'être souligné à l'heure où l'État-providence fait l'objet de remises en cause sous l'effet de la mondialisation et de l'europanisation, et peut-être aussi sous l'effet d'une immigration qui s'est amplifiée au cours des dernières années, et dont l'un des effets indirects est de fragiliser la solidarité sociale²⁹.

En soulignant l'impact de l'État social sur la sécularisation, il ne s'agit pas de plaider en faveur de telle ou telle politique, mais simplement de souligner qu'il sera difficile d'engager un processus de sécularisation pour les musulmans sans maintenir les mécanismes qui ont précisément contribué à séculariser l'Europe elle-même. Le paradoxe est qu'il risque d'être de plus en plus difficile de maintenir un haut niveau de protection sociale dans des sociétés qui se diversifient sur le plan ethnique et religieux. La légitimité de l'État-providence peut-elle perdurer lorsque s'efface le sentiment de faire société, si celle-ci n'est pas compensée par une politique ambitieuse en matière d'intégration ? Cette question sera certainement au cœur de l'avenir du « modèle social » européen dans le contexte des migrations de masse. Elle se pose tout particulièrement en France, où l'on observe depuis quelques années une demande croissante de l'opinion publique en faveur d'un renforcement de la laïcité, demande qui semble faire écho à la hausse des revendications de la part des minorités.

29. Alberto Alesina et Edward L. Glaeser, *Combattre les inégalités et la pauvreté. Les États-Unis face à l'Europe*, Flammarion, 2006 [2004].

Pour l'heure, il est évidemment impossible de savoir comment vont évoluer les dynamiques de sécularisation et d'intégration, d'autant que la situation internationale ajoute un paramètre inconnu. Une autre inconnue concerne l'évolution des valeurs morales. Ce point est délicat, car les différences entre musulmans et non-musulmans sur ce sujet risquent de cristalliser les clivages, surtout dans une Europe gagnée par le libéralisme culturel.

Bref, la question reste ouverte : les musulmans vont-ils s'inscrire dans le processus de sécularisation et d'individualisation qui travaille les sociétés européennes ? Ou bien vont-ils, au contraire, aller vers des attitudes plus rigides de réaffirmation des normes religieuses et morales, comme on le constate dans certaines zones à forte concentration musulmane³⁰ ? Ces deux évolutions ne sont d'ailleurs pas nécessairement exclusives l'une de l'autre. Elles peuvent au contraire se nourrir mutuellement, la réislamisation des uns venant répondre à la sécularisation des autres. Comme on le voit, mieux cerner les dynamiques en cours constitue aujourd'hui un enjeu de taille pour l'avenir des sociétés européennes.

30. Gilles Kepel, *Quatre-vingt-treize*, Gallimard, 2012 ; *Banlieue de la République. Société, politique et religion à Clichy-sous-Bois et Montfermeil*, Gallimard, 2012.

ANNEXES

Abréviations utilisées : Mus. (musulmans), Cat. (catholiques), Pro. (protestants), Ort. (orthodoxes). Un tiret dans une case signifie que les effectifs sont insuffisants (inférieurs à 100 individus).

Annexe 1 : Sexe, âge, niveau d'études et chômage

	% d'hommes						Âge moyen					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	50	47	45	40	51	55	33,1	49,4	52,4	40,6	44,8	45,2
Belgique	56	43	–	–	49	52	33,6	52,8	–	–	44,1	42,5
Bulgarie	47	–	–	39	–	46	50,5	–	–	54,8	–	49,5
Danemark	49	–	46	–	46	55	34,0	–	51,9	–	45,9	43,9
Espagne	66	44	–	–	50	57	35,1	50,4	–	–	40,6	39,1
France	53	41	32	–	53	49	35,5	56,2	53,1	–	46,1	44,5
Grèce	61	–	–	42	–	59	37,6	–	–	49,0	–	42,4
Norvège	57	54	49	–	49	56	33,9	38,1	49,1	–	42,1	43,3
Pays-Bas	55	42	40	–	42	47	36,2	56,1	55,0	–	46,7	46,4
Royaume-Uni	49	38	39	–	42	49	37,3	50,5	58,4	–	45,6	44,9
Suède	49	50	44	–	45	52	31,6	40,7	53,5	–	45,6	45,6
Suisse	56	46	43	48	40	51	34,9	50,1	52,9	39,1	45,1	43,7

	% ayant fait des études supérieures						% au chômage actuellement*					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	6	25	28	32	35	27	20	5	6	–	8	13
Belgique	14	31	–	–	34	29	21	4	–	–	8	7
Bulgarie	4	–	–	26	–	20	35	–	–	16	–	17
Danemark	18	–	40	–	41	37	25	–	4	–	–	5
Espagne	9	17	–	–	22	25	31	10	–	–	–	12
France	24	26	38	–	25	28	25	6	–	–	–	8
Grèce	1	–	–	18	–	36	14	–	–	11	–	9
Norvège	27	39	34	–	35	37	18	6	2	–	4	4
Pays-Bas	15	21	26	–	29	30	15	4	2	–	4	4
Royaume-Uni	32	36	36	–	47	32	13	6	3	–	6	8
Suède	16	37	30	–	25	25	18	–	4	–	9	5
Suisse	12	23	28	21	31	32	13	3	2	–	5	3

* Ont déclaré être sans emploi et en recherche d'emploi active (taux calculé par rapport à la population active).

Annexe 2 : Origines nationales et discriminations

	% dont les parents sont nés à l'étranger*						% qui n'ont pas la nationalité du pays					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	95	17	11	95	25	14	63	4	1	50	9	2
Belgique	98	13	–	–	38	16	23	5	–	–	14	4
Bulgarie	2	–	–	3	–	2	1	–	–	1	–	1
Danemark	98	–	7	–	32	11	41	–	1	–	12	3
Espagne	97	6	–	–	42	8	73	3	–	–	36	4
France	95	17	38	–	49	17	29	3	15	–	12	2
Grèce	64	–	–	12	–	17	58	–	–	3	–	10
Norvège	99	91	6	–	28	12	44	60	2	–	11	4
Pays-Bas	97	14	6	–	29	12	21	3	1	–	3	2
Royaume-Uni	96	37	8	–	51	13	16	11	2	–	9	3
Suède	97	95	11	–	42	18	16	20	1	–	9	3
Suisse	99	34	17	96	53	37	68	16	4	51	22	14

* Un ou deux parents sont nés à l'étranger.

	% qui pensent appartenir à une minorité ethnique						% qui pensent être discriminés en fonction de leur religion					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	54	3	2	40	11	3	16	1	1	1	4	1
Belgique	40	2	–	–	15	2	23	1	–	–	14	1
Bulgarie	87	–	–	5	–	11	4	–	–	1	–	1
Danemark	67	–	1	–	19	2	17	–	3	–	10	1
Espagne	50	2	–	–	14	3	22	1	–	–	4	1
France	30	3	11	–	16	3	15	1	1	–	17	1
Grèce	51	–	–	3	–	6	18	–	–	1	–	1
Norvège	68	33	2	–	15	2	14	1	1	–	10	1
Pays-Bas	89	4	2	–	19	3	27	1	3	–	6	1
Royaume-Uni	67	9	4	–	33	4	24	4	3	–	18	1
Suède	25	19	1	–	15	2	19	1	1	–	7	1
Suisse	55	6	2	37	26	5	11	1	1	1	8	1

Annexe 3 : Le rapport à la religion : religiosité et pratique

	% qui se considèrent comme quelqu'un de très religieux (notes 7-10)					
	Musulmans	Catholiques	Protestants	Orthodoxes	Autres religions	Sans religion
Allemagne	59	41	33	50	54	6
Belgique	82	55	–	–	68	13
Bulgarie	35	–	–	23	–	4
Danemark	59	46	27	–	62	7
Espagne	74	35	–	–	60	3
France	61	34	52	–	60	6
Grèce	64	–	–	74	–	23
Norvège	44	36	26	–	60	7
Pays-Bas	73	55	72	–	78	19
Royaume-Uni	62	62	68	–	74	7
Suède	51	43	33	–	62	8
Suisse	45	50	41	46	69	22

	% qui assistent à un service religieux une fois par semaine ou plus						% qui prient tous les jours					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	34	19	8	11	26	1	40	24	18	26	35	3
Belgique	31	18	–	–	31	1	51	24	–	–	48	4
Bulgarie	14	–	–	7	–	1	18	–	–	11	–	2
Danemark	25	15	4	–	31	1	46	–	15	–	45	3
Espagne	42	23	–	–	44	1	68	28	–	–	48	3
France	19	11	25	–	35	0	48	16	39	–	51	2
Grèce	26	–	–	23	–	7	44	–	–	43	–	20
Norvège	18	18	7	–	39	0	44	28	19	–	46	3
Pays-Bas	32	15	44	–	43	0	48	34	67	–	57	6
Royaume-Uni	48	35	18	–	39	1	61	41	28	–	52	5
Suède	25	12	11	–	40	1	45	30	20	–	51	3
Suisse	18	19	11	10	36	1	32	36	33	20	54	11

Annexe 4 : Politisation et participation politique

	% qui s'intéressent à la politique (très ou assez)						% qui ont voté lors des dernières élections nationales*					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	35	60	64	49	63	57	51	85	88	–	78	77
Belgique	38	48	–	–	42	44	72	91	–	–	81	90
Bulgarie	37	–	–	53	–	43	83	–	–	75	–	65
Danemark	46	–	72	–	57	64	68	–	95	–	72	91
Espagne	19	25	–	–	29	35	30°	83	–	–	38	77
France	44	50	53	–	47	43	46	84	76	–	66	72
Grèce	17	–	–	30	–	42	59	–	–	87	–	77
Norvège	43	42	49	–	52	49	56°	–	89	–	78	84
Pays-Bas	51	64	69	–	64	65	62	86	91	–	82	82
Royaume-Uni	49	56	60	–	53	48	65	73	83	–	69	65
Suède	51	57	66	–	55	57	59	–	95	–	75	89
Suisse	42	58	66	46	54	57	21	70	72	–	54	58

* Parmi les personnes qui sont en droit de voter.

° Effectif > 100.

	% qui sont membres d'un parti ou d'un syndicat						% qui ont participé à une ou plusieurs actions politiques*					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	7	15	14	6	15	13	33	45	46	35	59	47
Belgique	39	32	–	–	40	36	27	30	–	–	39	34
Bulgarie	5	–	–	9	–	9	3	–	–	12	–	8
Danemark	41	–	58	–	61	63	27	–	43	–	42	48
Espagne	3	8	–	–	4	9	22	32	–	–	29	46
France	5	8	8	–	9	8	39	45	50	–	52	51
Grèce	3	–	–	12	–	13	7	–	–	14	–	29
Norvège	25	34	51	–	43	48	37	30	46	–	53	51
Pays-Bas	13	20	26	–	19	22	28	22	27	–	35	30
Royaume-Uni	9	18	18	–	17	15	32	42	46	–	44	42
Suède	35	53	57	–	47	56	45	57	59	–	54	59
Suisse	7	17	19	9	11	16	18	44	48	30	51	56

* Ont participé à l'une des trois actions suivantes : pétition, manifestation, boycott au cours des douze derniers mois.

Annexe 5 : Orientations politiques et niveau de confiance

	% qui se classent à gauche*						Confiance dans les autres (moyenne sur 10)**					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	24	15	21	21	26	32	4,7	5,3	5,4	5,3	5,2	5,0
Belgique	35	15	–	–	21	24	4,7	5,2	–	–	4,9	5,0
Bulgarie	14	–	–	19	–	19	3,6	–	–	3,7	–	3,4
Danemark	23	–	15	–	21	24	5,5	–	6,9	–	6,7	6,7
Espagne	20	20	–	–	17	41	4,6	4,9	–	–	4,7	4,9
France	40	17	16	–	22	33	4,6	4,9	5,0	–	4,7	4,9
Grèce	5	–	–	11	–	29	4,3	–	–	–	–	3,8
Norvège	22	13	16	–	18	24	5,9	6,3	6,6	–	6,5	6,5
Pays-Bas	27	11	10	–	19	24	5,1	5,8	6,1	–	5,8	5,8
Royaume-Uni	13	13	11	–	18	16	5,0	5,5	5,8	–	5,4	5,4
Suède	28	20	18	–	18	24	5,4	5,8	6,5	–	6,1	6,2
Suisse	24	15	16	16	26	28	5,3	5,9	6,1	5,1	5,9	5,7

* Positions 0-3 sur une échelle de 0 à 10 (4-6 centre ; 7-10 droite).

** Note sur 10 combinant les réponses à trois questions : on peut faire confiance à la plupart des gens ; la plupart des gens tentent de profiter de moi ; la plupart des gens essaient d'aider les autres.

	Confiance dans les institutions politiques (moyenne sur 10)*						Confiance dans la police (note sur 10)					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	4,2	3,9	4,0	4,5	3,6	3,3	6,7	7,0	6,9	6,9	6,4	6,3
Belgique	4,8	4,5	–	–	4,0	4,2	5,8	6,1	–	–	5,9	5,8
Bulgarie	2,3	–	–	1,8	–	1,8	4,8	–	–	3,3	–	3,2
Danemark	4,8	–	5,9	–	5,2	5,5	7,1	–	8,0	–	7,5	7,6
Espagne	4,4	3,7	–	–	3,8	3,2	6,1	6,2	–	–	5,7	5,4
France	3,8	3,8	3,8	–	3,5	3,6	5,1	6,1	5,9	–	5,7	5,5
Grèce	4,0	–	–	2,7	–	2,5	7,0	–	–	5,6	–	3,9
Norvège	5,9	5,7	5,1	–	4,8	5,0	7,2	7,1	7,2	–	7,0	7,0
Pays-Bas	5,0	5,1	5,4	–	4,9	4,9	6,1	6,2	6,4	–	6,1	6,1
Royaume-Uni	4,8	3,8	4,0	–	3,9	3,5	6,6	6,3	6,5	–	6,1	6,0
Suède	5,4	5,3	5,3	–	4,9	4,9	6,5	6,4	6,9	–	6,7	6,6
Suisse	5,8	5,3	5,2	5,6	5,0	4,9	7,3	7,1	7,1	7,0	6,9	6,6

* Moyenne sur 10 combinant les réponses à trois questions : confiance dans le parlement, confiance dans les hommes politiques et confiance dans les partis politiques.

Annexe 6 : Libéralisme des mœurs

	Les traditions sont importantes (% d'accord)						Les homosexuels sont libres de vivre leur vie (% d'accord)					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	74	55	56	61	45	34	46	75	74	63	73	82
Belgique	80	65	–	–	42	39	41	80	–	–	63	87
Bulgarie	72	–	–	71	–	52	27	–	–	47	–	48
Danemark	60	–	61	–	58	38	56	–	88	–	68	92
Espagne	87	64	–	–	61	31	40	71	–	–	61	88
France	65	50	58	–	44	21	52	78	65	–	54	86
Grèce	82	–	–	78	–	46	39	–	–	47	–	70
Norvège	54	53	50	–	41	30	46	62	76	–	56	86
Pays-Bas	74	62	65	–	56	33	62	91	77	–	76	95
Royaume-Uni	66	63	63	–	54	36	47	78	76	–	71	85
Suède	50	43	46	–	45	28	50	78	84	–	63	87
Suisse	71	57	53	63	48	28	50	75	77	63	63	87

	Les femmes doivent accepter de moins travailler (% d'accord)						Les emplois doivent être réservés aux hommes (% d'accord)					
	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans	Mus.	Cat.	Pro.	Ort.	Autres	Sans
Allemagne	60	51	48	–	45	34	40	21	17	–	17	12
Belgique	63	37	–	–	–	28	49	27	–	–	–	18
Bulgarie	59	–	–	47	–	50	45	–	–	29	–	36
Danemark	44*	–	16	–	–	13	32*	–	5	–	–	4
Espagne	80	56	–	–	–	37	62	22	–	–	–	11
France	58	49	–	–	–	37	27	21	–	–	–	16
Grèce	69	–	–	53	–	38	40	–	–	46	–	31
Norvège	51*	–	23	–	36	18	28*	–	7	–	11	5
Pays-Bas	40	34	40	–	34	24	29*	21	25	–	20	11
Royaume-Uni	54	48	48	–	39	35	32	17	21	–	16	14
Suède	44*	–	20	–	36	18	9	–	7	–	13	5
Suisse	72	66	64	–	66	50	40	26	24	–	19	13

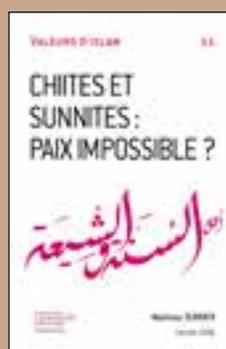
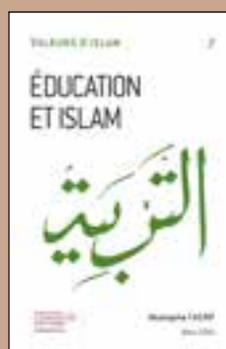
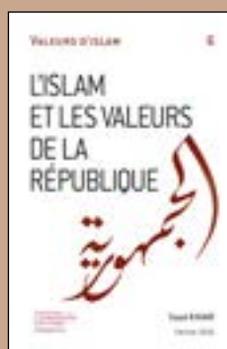
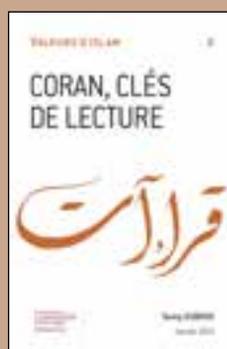
* Effectif > 100.



Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle
Nadia Henni-Moulai, juin 2016

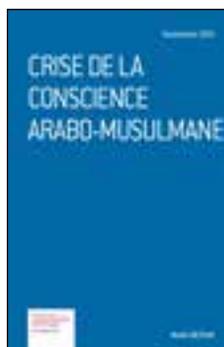
ISLAM, RÉPUBLIQUE ET CITOYENNETÉ

LA SÉRIE VALEURS D'ISLAM



Les notes de la série *Valeurs d'Islam* sont disponibles en arabe sur le site de la Fondation pour l'innovation politique, www.fondapol.org.

Crise de la conscience arabo-musulmane
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages



NOS DERNIÈRES PUBLICATIONS

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 48 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages

Gouverner pour réformer : Éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages

Les zadistes (2) : la tentation de la violence

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme

Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages

Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages

Régionales (1) : vote FN et attentats

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 44 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiïtes et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages

L'Opinion européenne en 2015

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages

Innovation politique 2015

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages

Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois

Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (2) Pourquoi il faut défendre la route

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages

Vive l'automobilisme ! (1) Les conditions d'une mobilité conviviale

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages

Départementales de mars 2015 (3) : le second tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

Départementales de mars 2015 (1) : le contexte

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.

François Bazin, juin 2015, 48 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

Islam et démocratie : les fondements

Aḥmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformiste

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

Européennes 2014 (2) : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

Européennes 2014 (1) : la gauche en miettes

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

Innovation politique 2014

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

Énergie-climat : pour une politique efficace

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014

Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

L'Opinion européenne en 2014

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

Taxer mieux, gagner plus

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant [2] : Diversifier la haute administration

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

L'État innovant [1] : Renforcer les think tanks

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

Pour un new deal fiscal

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds

Yan de Kerorguen, décembre 2013, 36 pages

Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

Les valeurs des Franciliens

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

L'Opinion européenne en 2013

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

La démobilité : travailler, vivre autrement

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

LE KAPITAL. Pour rebâtir l'industrie

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

Innovation politique 2013

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 40 pages

L'Opinion européenne en 2012

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

Innovation politique 2012

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages

Politique énergétique française (2) : les stratégies

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages

Politique énergétique française (1) : les enjeux

Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages

12 idées pour 2012

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

L'Opinion européenne en 2011

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 38 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

Innovation politique 2011

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

Dette publique, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

L'Opinion européenne en 2010

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 34 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

Où va l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

La politique européenne de développement : Une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs : défense du statut, illustration du statu quo.

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?***Une question de justice sociale et un problème démocratique***

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

L'Opinion européenne en 2009

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

Travailler le dimanche: qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands sur trois priorités de la présidence française de l'UE

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Retrouvez notre actualité et nos publications sur www.fondapol.org

SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Avantages fiscaux: au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'ISF, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre ISF. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre ISF.

contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 anne.flambert@fondapol.org

PORTRAIT DES MUSULMANS D'EUROPE : UNITÉ DANS LA DIVERSITÉ

Par Vincent *TOURNIER*

Cette note* propose d'analyser les caractéristiques et les valeurs des musulmans en Europe à partir des données cumulées de l'enquête European Social Survey (ESS). Les musulmans constituent-ils une population homogène sur le plan des valeurs sociales et politiques ? Observe-t-on des différences entre musulmans et non-musulmans ? Les données montrent que la population musulmane présente des spécificités par rapport au reste de la population tout en étant relativement diversifiée selon les pays. Sur le plan de la religion, le niveau de croyance et de pratique apparaît assez élevé, ce qui peut s'expliquer par une combinaison de facteurs relatifs à l'offre et à la demande. Les données valident aussi la thèse de Pippa Norris et Ronald Inglehart sur le lien entre la « sécurité existentielle » et la sécularisation.

Du point de vue politique, les musulmans sont moins politisés et moins participatifs que les autres groupes. Ils se situent rarement à droite, notamment en France où la gauche est très présente. Contrairement à ce que l'on pouvait penser, la confiance des musulmans dans les institutions est élevée, y compris lorsqu'il s'agit de la police. Dans le domaine des mœurs, les musulmans soutiennent des opinions plus traditionalistes que le reste de la population. Plus généralement, il semble que les attitudes des musulmans ont tendance à suivre les caractéristiques de la population du pays de résidence. Ce résultat incite à penser que la religion musulmane n'est pas hermétique aux changements. Il reste toutefois difficile d'anticiper les futures évolutions, faute de maîtriser la dynamique de la religiosité.

* Cette étude est tirée d'une communication présentée au VIe congrès des Associations francophones de science politique [Lausanne, 5-7 février 2015]. Je remercie les organisateurs, Bernard Fournier et Damien Boone, de m'avoir donné l'occasion de discuter une première ébauche de ce travail. Je remercie également Éric Geoffroy pour ses conseils de correction, tout en restant évidemment seul responsable des propos tenus.

La Fondation pour l'innovation politique

Les données en open data



Le site internet

www.fondapol.org

Les médias



11, rue de Grenelle
75007 Paris – France
Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00
contact@fondapol.org



ISBN : 978 2 36408 106 2

3 €